

GOVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

Tebboune met fin aux fonctions de Rostom Fadhli et nomme Salah Eddine Taleb à sa place

P. 24

CULTURE

Condoléances de Benabderrahmane aux familles des artistes Chafia Boudrâa et Ahmed Benaïssa

P. 24

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Saïd Chanegriha se rend à la Base navale principale de Mers El-Kebir

P. 3

JOURNÉE MONDIALE DE L'AFRIQUE

Le continent face aux défis de la santé et de l'agroalimentaire

Les peuples du continent africain comme dans le reste du monde c o m m é m o r e n t , aujourd'hui, "la Journée mondiale de l'Afrique" coïncidant avec l'anniversaire de création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA, Union africaine actuellement), dans un contexte exceptionnel, où le système de santé, la sécurité alimentaire ainsi que la paix restent les principaux défis à relever. Chaque année, la Journée mondiale de l'Afrique est célébrée le 25 mai, car c'est à cette date qu'ont été signés les accords de l'OUA en 1963, qui représente le symbole du combat de tout le continent africain pour la libération, le développement et le progrès économique et social, en plus de la valorisation et l'exploitation de la richesse culturelle africaine.

P.14



IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION RÉNOVÉS

Plusieurs mesures pour garantir la transparence (ministère)

P. 6

AGRICULTURE

La nouvelle loi portant régime général des forêts "bientôt" sur la table du gouvernement (DGF)

P. 3

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

Mesures proactives dans les wilayas du centre

P. 10

SANTÉ

PRÉMATURÉS

26 semaines, le repère majeur pour le pronostic de l'enfant

Pp 12-13

F   T B A L L

LIGUE EUROPA CONFÉRENCE

L'AS Rome vise sa 1^{ère} coupe continentale

P. 22



TÉLÉCOMMUNICATIONS

Convention entre Algérie Télécom et le Groupe Elec El Djazair

P. 17

SAÏDA

Décès du président de l'APC de Youb

P. 2

HADJ

Le coût du Hadj pour la saison 1443/2022 fixé à 856.100,00 Da



L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé, mardi, que le coût du Hadj pour la saison 1443/2022, a été fixé à 856.100,00 DA, frais de billet d'avion inclus, indique un communiqué de l'Office.

L'ONPO informe les pèlerins que le coût du Hadj pour la saison 1443/2022 a été fixé à 856.100,00 DA, frais de billet d'avion inclus", a précisé la même source.

L'Office a appelé les pèlerins éligibles pour accomplir le Hadj cette année, à de rendre dans les meilleurs délais, dans les services communaux de leur résidence pour retirer le certificat d'éligibilité ou le livret du hadj avant de se présenter aux commissions médicales de wilaya en vue d'effectuer les examens médicaux et recevoir les vaccins requis.

Les futurs pèlerins vaccinés doivent se rendre dans les centres de vaccination anti-covid, munis du passeport biométrique et de la carte d'identité nationale, pour récupérer le pass sanitaire contenant le QR code. Les candidats non vaccinés sont appelés à le faire pour obtenir le pass sanitaire. D'autres démarches et procédures administratives seront annoncées ultérieurement dans les délais prévus, a conclu le communiqué.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 31 décès et 1511 blessés enregistrés en une semaine

Trente-et-un (31) décès et 1511 blessés ont été enregistrés dans des accidents de la route survenus à travers des wilayas du pays durant la période allant du 15 au 21 mai en cours, indique, mardi, un communiqué de la Protection civile (DGPC).

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Alger où 04 personnes ont trouvé la mort sur les lieux de l'accident et 115 autres ont été blessées, affirme le même communiqué, soulignant que les victimes ont été prises en charge puis évacuées vers les structures hospitalières. Les secours ont également effectué durant la même période 1410 interventions pour procéder à l'extinction de 925 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau de la wilaya d'Alger avec 93 interventions pour l'extinction de 68 incendies, précise la même source. Pour les opérations diverses, les services de la Protection civile ont effectué 6529 interventions durant la même période pour l'exécution de 5450 opérations d'assistance aux personnes, ainsi que le sauvetage de 530 personnes en danger, note le communiqué de la DGPC.

SAÏDA

Décès du président de l'APC de Youb

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Youb (wilaya de Saïda), Rahmani Cheikh, est décédé à l'âge de 40 ans, suite à un malaise, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.

Le défunt est décédé hier (lundi), à l'hôpital universitaire "Abdelkader Hassani" de Sidi Bel-Abbès, des suites d'un malaise dont il a été victime, le mois d'avril dernier. Le wali de Saïda, Djouadi Abdelaziz, le président de l'APW et les P/APC de la wilaya se sont rendus au domicile mortuaire pour présenter leurs condoléances à la famille du défunt.

Le défunt, issu de la liste indépendante "El Amel", a été élu président de l'APC de Youb, lors des dernières élections locales. Il a été inhumé ce mardi au cimetière de la commune de Youb.

GHARDAÏA

Saisie de 15.555 capsules de psychotropes



Pas moins de 15.555 capsules de psychotropes ont été saisies dans deux opérations distinctes par les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) dans la wilaya de Gharđaia, rapporte mardi un communiqué de cette institution sécuritaire.

Les opérations menées par la Gendarmerie nationale ont permis l'interpellation de deux individus impliqués dans ces trafics et la saisie d'un véhicule utilisé dans ce trafic, a ajouté la source qui a signalé que les mis en cause ont été présentés devant le tribunal de Gharđaia pour trafic et détention de psychotropes à des fins de commercialisation, introduction illégale en contrebande de produits pharmaceutiques sans aucune autorisation de mise sur le marché (AMM) délivrée par les services compétents.

Les opérations s'inscrivent dans le cadre des efforts intenses et continus menés par les services de sécurité pour lutter contre les opérations de trafic de drogue et de psychotropes aux niveaux régional et national, a conclu le communiqué.

MÉDÉA

Trois individus auteurs de chantage via les réseaux sociaux arrêtés

Trois individus auteurs de menaces et de chantage via les réseaux sociaux ont été appréhendés récemment par les éléments de la police judiciaire de Médéa dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, a-t-on appris mardi auprès de la sûreté de wilaya.

Cette arrestation intervient dans le sillage d'une enquête diligentée par le service de lutte contre la cybercriminalité suite à la plainte d'un citoyen menacé par ces individus de divulgation de photos "compromettantes", a-t-on ajouté.

Un proche du plaignant, employé également chez ce dernier, est à l'origine de cette tentative de chantage motivée par des considérations personnelles, a-t-on expliqué, précisant que les trois individus tentaient d'utiliser des photos "manipulées" à l'aide d'un logiciel spécialisé pour extorquer de l'argent à la victime. Les trois individus ont été auditionnés par le juge d'instruction qui a ordonné leur mise sous mandat de dépôt pour constitution de bande de malfaiteurs, menace et chantage, a-t-on conclu.

SAÏDA

Arrestation de huit individus impliqués dans le meurtre d'une jeune fille

La Brigade criminelle de Police judiciaire de la wilaya de Saïda a arrêté (8) huit individus impliqués dans une affaire de meurtre d'une jeune fille, a indiqué lundi ce corps de sécurité. Les faits remontent à jeudi dernier lorsque les services des urgences médicales de l'Établissement public hospitalier "Ahmed Medeghri" de la ville de Saïda avaient reçu le corps d'une jeune fille âgée de 20 ans vraisemblablement tuée à coups de couteaux dans la région d'Ouled Bouziane 1 située à l'ouest de Saïda.

L'enquête menée sur le terrain a permis l'identification et l'arrestation du principal suspect et des autres complices impliqués dans ce crime.

Après finalisation des procédures légales, les mis en cause, âgés entre 31 et 43 ans dont une femme, ont été déferés lundi devant le Procureur de la République près la Cour de Saïda pour homicide volontaire avec préméditation, non-dénonciation d'un crime, non-assistance à une personne en danger et effacement des traces d'un crime.

GUELMA

Deux enfants meurent noyés dans une mare d'eau à Bouati Mahmoud



Deux (2) enfants se sont noyés, lundi après-midi, dans une mare d'eau dans la mechta de Bagerat, dans la commune de Bouati Mahmoud (wilaya de Guelma), a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la Protection civile.

L'équipe de plongeurs de l'unité principale de ce corps constitué est intervenue vers 14h15 pour repêcher les corps sans vie des deux (2) garçons, a précisé la même source, ajoutant que les deux victimes sont âgées de 12 et 15 ans.

Les dépouilles des victimes ont été acheminées vers la morgue de l'hôpital Hakim Okbi, au chef-lieu de wilaya, a-t-on noté.

CONSTANTINE

Repêchage du corps d'un adolescent noyé dans une retenue d'eau

Les éléments de la Protection civile ont repêché lundi le corps sans vie d'un adolescent de 16 ans, qui s'est noyé dans une retenue d'eau à la périphérie de la ville Constantine, ont indiqué les services de ce corps constitué.

Les agents de la Protection civile de l'unité secondaire Sissouli Slimane sont intervenus vers 13h50 pour récupérer le corps de la victime dans une retenue d'eau dans la cité Sakiet Sidi Youcef, a précisé la cellule d'information et de communication de la direction locale de la Protection civile.

La dépouille de la victime a été acheminée à la morgue du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr.

Benbadis, a ajouté la même source, soulignant que l'intervention a été effectuée en étroite collaboration avec les services du poste avancé de Bab El Kantra et ceux du groupe d'intervention en milieux périlleux, situés au centre-ville.

Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

M'SILA

Démantèlement d'un réseau de trafic de psychotropes

Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale de la wilaya de M'sila ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes et saisi 13.055 comprimés psychotropes, a-t-on appris mardi auprès de ce corps sécuritaire.

L'arrestation de cette bande criminelle et la saisie de cette quantité de psychotropes s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, a précisé la même source, soulignant que cette opération a permis l'arrestation de deux (2) personnes âgées de 29 et 30 ans, en plus de la saisie d'un camion et d'une moto.

Les deux mis en cause seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal de M'sila, après le parachèvement de l'enquête, a-t-on fait savoir.

REÇU PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Labatcha salue l'initiative de rassemblement du Président Tebboune

Le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Salim Labatcha a salué, lundi, l'initiative de rassemblement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant l'unification des rangs.

S'exprimant à l'issue de l'audience que lui a accordée le Président Tebboune, M. Labatcha a affirmé que l'UGTA "reste fidèle à ses principes ancrés et salue la démarche et l'initiative de rassemblement initiée par le président de la République à travers son appel à tous les Algériens, sans exception aucune, au resserrement des rangs".

La centrale syndicale "réitère, encore une fois, sa disponibilité à contribuer à cette initiative en vue de réaliser les objectifs suprêmes au mieux de l'intérêt et de l'unité du pays", a-t-il sou-



tenu. Concernant la situation économique et sociale du pays, M. Labatcha s'est félicité des "décisions sages" prises par le président de la

République à ce propos, à l'effet d'"alléger le fardeau sur les travailleurs" en dépit des répercussions de la pandémie de coronavirus, sou-

lignant que le président de la République avait insisté, durant cette rencontre, sur le maintien "irréversible" de la politique de soutien.

SAISON ESTIVALE

Le ministre du tourisme exhorte les collectivités du littoral à faire preuve d'esprit entrepreneurial

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hammadi, a exhorté, lundi, les collectivités du littoral à s'impliquer davantage dans la préparation et l'organisation de la saison estivale, les invitant à faire preuve d'initiatives et d'esprit entrepreneurial.

"Il s'agit de faire un effort là où les moyens manquent", a-t-il souligné, n'excluant pas de recourir aux actions de volontariat pour assurer l'accueil au niveau des plages, l'hygiène et l'animation en leur sein.

Pour soutenir ses propos, le ministre a pris pour exemple l'effort fourni sur les plages de Bejaia et qui a donné des résultats jugés admirables. En effet, bien que manquant de moyens, pour la plupart, les présidents des Assemblées Populaires Communales (APC) ont dû faire appel aux mouvements associatifs et à

certains organismes publics pour nettoyer et débarrasser quasiment toute la côte de la wilaya des souillures et autres détritus qui la jonchaient. "Les plages se sont métamorphosées", s'est réjoui le ministre, en passant en revue toute les plages allant de Melbou à l'extrême Est jusqu'à Bejaia sur un linéaire d'une trentaine de km, dont certaines continuent à faire l'objet d'un grand nettoyage.

Soutenues par les forestiers et les agents des travaux publics, les collectivités ont mobilisé les cribleuses, les niveleuses et les camions pour embellir les espaces, nettoyer les bandes boisées proches des rivages, assurer l'entretien des arbres en détruisant toutes les cabanes indues s'y trouvant.

L'aménagement des accès aux plages, la délimitation des parkings et des lieux destinés à la concession pour les lieu-

ataires de services ainsi que la réalisation de belvédères de chemins de promenades n'ont pas été en marge de ces actions, menées par plus de 4.000 bénévoles mobilisés par la direction de la jeunesse et des ports, les APC et le mouvement associatif.

"J'ai bon espoir que cette saison soit une réussite", a commenté le ministre, qui a fondé son constat sur l'état de la préparation des hôtels pour l'accueil des estivants, d'autant plus que la wilaya jouit d'un potentiel naturel et touristique exceptionnel.

La saison s'annonce à ce titre prometteuse, à fortiori, pour les hôteliers et autres professionnels du tourisme qui ont cruellement enduré les effets de la crise sanitaire de la Covid-19 et qui ont tous à cœur de rebondir et de retrouver le sourire... commercial.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha se rend à la Base navale principale de Mers El-Kebir (MDN)

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), s'est rendu lundi, au deuxième jour de sa visite à la 2ème Région militaire, à la Base navale principale de Mers El-Kebir, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a été accueilli à son arrivée, par le Général-Major Mahfoud Ben Medah, Commandant des Forces navales, avant de suivre, en présence du Général-Major Djamel Hadj Laaroussi, Commandant de la 2ème Région militaire et du Général-Major Hasnat Belkacem, Chef du Département Emploi et Préparation/EM-ANP par intérim, "un exposé sur l'idée générale et les étapes d'exécution d'un exercice tactique des Forces navales avec tir de missile antisurface intitulé +ISSAR 2022+, exécuté par des unités relevant des Forces navales dont des sous-marins et des avions de l'aviation navale, ainsi que des unités terrestres", précise la même source.

Le Général de Corps d'Armée a procédé, ensuite, à "l'inspection des formations navales devant prendre part à cet exercice et à la visite de quelques unités flottantes, et ce, afin de s'enquérir de l'état-prêt de leurs différentes composantes et des équipements et systèmes d'armement modernes en dotation".

A bord du bâtiment de commandement et de projection des forces Kalâat Beni Abbas, numéro de bord 474, le Général de Corps d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'ANP a suivi au niveau du polygone de tir de la Façade maritime Ouest, le déroulement, du tir d'un missile antisurface depuis une corvette sur une cible maritime, avant de superviser ensuite l'exécution des actions marines programmées, notamment des tirs d'artillerie", ajoute le communiqué.

Les unités navales engagées ont exécuté l'exercice avec "un grand professionnalisme, qui s'est traduit par la parfaite cohésion entre les différentes formations et l'exécution minutieuse de l'ensemble des étapes planifiées de l'exercice, où la cible de surface a été détruite avec une haute précision et les tirs d'artillerie sur la cible maritime ont été exécutés avec une grande performance", relève la même source. "Ce nouveau succès qui constitue le fruit de la bonne maîtrise, par les équipages, des différents armes et équipements, confirme le développement et la disponibilité opérationnelle atteints par les unités des Forces navales algériennes, depuis ces dernières années", souligne le communiqué.

AGRICULTURE

La nouvelle loi portant régime général des forêts "bientôt" sur la table du gouvernement (DGF)

La nouvelle loi portant régime général des forêts sera "bientôt" sur la table du gouvernement, a fait savoir lundi à Alger, le Directeur général des forêts, Djamel Touahria. Invité de l'émission "Forum de la Radio" diffusée par la chaîne 1 de la Radio algérienne, M. Touahria a précisé que ce projet de loi était actuellement au niveau du ministère de la Justice, en attendant sa présentation au gouvernement puis devant les deux chambres du Parlement.

Ce projet de loi comprend plusieurs mesures permettant de relancer ce secteur, notamment l'ouverture du champ d'investissement et l'imposition de sanctions sévères pour protéger ces espaces des agressions.

Le texte impliquera également les habitants des zones montagneuses et forestières en les incitant à investir et à contribuer au développement de ces régions, pour être des acteurs dans la protection des forêts, selon M. Touahria. "Datant de 1984, la loi en vigueur n'est pas adaptée aux développements actuels et à l'impérieuse nécessité d'ouvrir le secteur aux investissements", a-t-il ajouté. M. Touahria a fait remarquer que le couvert forestier en Algérie qui s'étend sur une vaste superficie de 4,1 millions d'hectares suscite les convoitises de certains qui s'adonnent à l'exploitation anarchique de cette richesse par la construction ou l'expansion agricole.

Des actions, dira-t-il, qui causent une détérioration du couvert végétal, des incendies et l'érosion des sols, d'où l'impératif d'imposer des mesures dissuasives dans le cadre de ce projet de loi. S'agissant de la

lutte contre les feux de forêt, M. Touahria a affirmé que le secteur de l'Agriculture œuvrait en coordination avec les autres départements pour activer le rôle scientifique et technique en matière de prévention.

Cela passe par le centre opérationnel situé au niveau central et doté de capacités et de moyens techniques et qui surveille via les satellites les températures élevées à travers le pays, et fournit des images et des chiffres sur les lieux susceptibles des départs de feux, ou les premières indications de leur déclenchement, ce qui permet une intervention rapide, a-t-il encore expliqué.

Dans le cadre de l'appui à l'intervention scientifique dans le domaine de la prévention et de lutte, une réunion se tiendra mercredi avec l'Agence spatiale algérienne, pour doter le secteur des Forêts de nouveaux moyens techniques qui lui permettront d'identifier avec précision les lieux dans lesquels il peut intervenir, ajoute M. Touahria. Par ailleurs, le mois prochain, des programmes seront mis en œuvre pour acquérir de nouveaux moyens ayant bénéficié récemment d'une levée de gel, selon le même responsable.

Un programme d'extension du barrage vert d'un million d'hectares

Evouant le bilan de la campagne de reboisement (entre octobre 2021 et mars 2022), M. Touahria a fait état de 11 millions d'arbres plantés. M. Touahria a également rappelé que le programme du barrage vert sera relancé conformément à un plan "scientifique et moderne" comptant la plantation de toutes



les espèces végétales de valeur ayant une rentabilité économique à l'instar de l'arganier, le caroubier, les pistachiers, les figues de barbarie en sus de différentes herbes médicinales et aromatiques.

Le DGF a affirmé, dans ce cadre, que son secteur œuvrait en collaboration avec le centre des recherches forestières sis à Tindouf pour développer ce genre de cultures tout en appuyant cette activité avec des laboratoires et unités de transformation pour l'extraction des huiles. Cette démarche permettra aussi d'associer la femme rurale et mettre en valeur son savoir-faire en la matière, a-t-il ajouté.

S'étendant sur une superficie de 3 millions d'hectares et couvrant près de 28 wilayas, le barrage vert sera élargi, à moyen terme, avec 1 million d'arbres pour atteindre les 4 millions d'hectares, a déclaré le DGF, M. Touahria, soulignant que cette mesure est à même de permettre la réalisation de son objectif principal à savoir la lutte contre la désertification.

Des cadres de la DGF ont été dépêchés à

13 wilayas pour faire le point sur la situation des forêts, a fait savoir M. Touahria. Les citoyens seront associés dans la protection des pâturages et des régions forestières, le reboisement des zones dégradées, outre la plantation des arbres fruitiers, a mis en avant le DGF.

Par ailleurs, la DGF a dédié des terrains au développement agricole, autorisé l'exploitation des forêts de manière légale et prévu des programmes de mise en valeur des terrains ayant subi des glissements. Pour ce qui est du tourisme forestier, la Direction générale des forêts s'emploie en coordination avec le secteur du tourisme à organiser des randonnées dans la nature et des sorties de plantation encadrées par plus de 600 associations nationales. Il s'agit également d'ouvrir la voie aux investisseurs pour doter les forêts d'espaces de détente selon un cahier de charges. A ce jour, 70 forêts au niveau national sont équipées par des investisseurs dans le cadre d'un programme comptant 120 forêts. Les dossiers restants sont en cours d'examen, a-t-il dit.

ALGÉRIE - LIBYE M. Arkab reçoit une délégation de la société "GECOL"

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, lundi à Alger, une délégation de la société libyenne "General Electricity Company of Libya" (GECOL), conduite par le président de son Conseil d'administration, Wiam El Abdelli, indique un communiqué du ministère.

L'audience s'est déroulée au siège du ministère en présence du PDG du groupe Sonelgaz, précise le communiqué. Lors de cette rencontre, les perspectives des relations de coopération entre Sonelgaz et "GECOL" dans le domaine de l'électricité ont été évoquées, notamment en ce qui concerne l'appui et l'accompagnement de la société libyenne pour la mise en œuvre de son programme de développement, la production de l'électricité, l'entretien des réseaux électriques et la formation, ajoute-t-on de même source.

Cette visite intervient dans le cadre des consultations régulières entre Sonelgaz et "GECOL" et du renforcement de la coopération dans le domaine énergétique entre l'Algérie et la Libye, ainsi que dans le cadre de la stratégie du groupe Sonelgaz sur le plan international et régional. Selon la même source, plusieurs réunions entre la délégation libyenne et les responsables du groupe Sonelgaz sont prévues. Par ailleurs, les deux parties se sont félicitées de la qualité des relations de partenariat entre les deux sociétés, appelant au renforcement et à l'élargissement des domaines de coopération bilatérale, conclut le communiqué.

ENERGIE Réunion de travail au ministère de l'Énergie pour le suivi des projets de dessalement de l'eau de mer

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a présidé, lundi au siège du ministère, une réunion de travail consacrée au suivi des plans et programmes à moyen termes des différents projets de dessalement de l'eau de mer à travers le territoire national, indique un communiqué du ministère.

La réunion s'est déroulée en présence du PDG de Sonatrach, du PDG de "Algerian Energy Company (AEC)", filiale Sonatrach, chargée de la réalisation du projet de dessalement de l'eau de mer, précise le communiqué. Selon la même source, la réunion a permis de mettre le point sur l'état d'avancement des études nécessaires pour le lancement de la réalisation des cinq grandes stations dans les plus brefs délais, et ce, dans le cadre de la concrétisation de la stratégie nationale de dessalement de l'eau de mer afin d'assurer l'alimentation des villes côtières en eau potable.

Il s'agit des stations de dessalement de l'eau de mer de la région ouest d'Alger (Fouka), de Boumerdes, de Bejaia, d'Oran et d'El Tarf, conclut la même source.

TOURISME Ouverture d'un Salon national de l'artisanat au port de Sidi Fredj à Alger

Un Salon national de l'artisanat a été inauguré lundi au port de Sidi Fredj (ouest de la capitale) et se poursuivra jusqu'au 28 mai, avec la participation d'artisans issus de plusieurs wilayas. A cette occasion, le Directeur général de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers (CAM), Abdelkrim Barki, a déclaré à l'APS que cette manifestation qui connaît la participation de 43 artisans issus de différentes wilayas du pays se veut une occasion pour les exposants de "commercialiser leurs produits après une stagnation qui a duré plus de deux ans, suite à la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus". Il a ajouté que toutes "les mesures nécessaires" ont été prises pour concourir à la réussite de ce rendez-vous, à travers le dressage de 38 petites tentes mises à la disposition des artisans pour l'exposition de leurs produits diversifiés puisés du "patrimoine traditionnel authentique", l'objectif étant d'insuffler une nouvelle dynamique à l'activité artisanale, d'autant que cette exposition intervient à quelques semaines du lancement de la saison estivale.

Des manifestations similaires s'en ont organisées durant toute la saison estivale au niveau du port de Sidi Fredj et des autres villes côtières.

Le responsable a cité, en outre, l'organisation de sessions de formation en faveur des artisans dans le but de "développer la création et l'innovation et atteindre le niveau de qualité pour des produits concurrentiels sur les marchés nationaux et internationaux".

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE Séance plénière pour le vote de trois textes juridiques

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux mercredi par une séance plénière consacrée au vote des projets de loi relatifs aux procédures et modalités de saisine et de renvoi devant la Cour constitutionnelle, au Code de procédure civile et administrative, à la pêche et à l'aquaculture, a précisé mardi un communiqué de l'institution parlementaire.

La séance plénière qui débutera à 9h00 sera consacrée au vote de trois textes juridiques, à savoir "le projet de loi organique définissant les procédures et modalités de saisine et de renvoi devant la Cour constitutionnelle, le projet de loi modifiant et complétant la loi 08-09 portant Code de procédure civile et administrative et le projet de loi complétant la

loi 01-11 relative à la pêche et à l'aquaculture", a précisé le communiqué.

Les travaux se poursuivront par "la tenue d'une séance à huis clos pour statuer au scrutin secret sur la demande de déchéance du mandat de député d'un membre de l'Assemblée populaire nationale", selon la même source.

ALGÉRIE - ITALIE Des discussions à Rome pour la réactivation du projet de l'interconnexion électrique

La réactivation du projet d'interconnexion électrique entre l'Algérie et l'Italie a été au centre des discussions à Rome entre le PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, et le ministre italien de la Transition énergétique, Roberto Cingolani, est-il noté dans le communiqué.

"En marge des travaux de l'Assemblée générale de l'Association des opérateurs des réseaux de transport d'électricité de la Méditerranée Med-TSO, présidée par

l'Algérie, le Président directeur général du groupe Sonelgaz, M. Mourad Adjal, a été reçu en audience, mardi 17 mai à Rome, par le ministre italien de la Transition énergétique, M. Roberto Cingolani", est-il noté dans le communiqué.

Cette rencontre a porté sur la réactivation du projet d'interconnexion électrique par câble sous-marin entre l'Algérie (Cheffia) et l'Italie (Sardaigne) pour une capacité de 1.000 à 2.000 MW, précise la même source. "La partie

Italienne a montré un intérêt particulier à ce projet et souhaite mettre en place des groupes de travail pour discuter des modalités de sa mise en œuvre et propose également d'impliquer la commission européenne pour participer au financement du projet à travers les banques européennes", rapporte le ministère.

Ce projet, une fois relancé, sera conduit conjointement par Sonelgaz, pour la partie algérienne, et Terna, société de transport d'électricité italienne, selon le communiqué.

ENVIRONNEMENT L'université est un important allié pour réaliser la transition écologique et le développement durable (ministre)

Le ministre de l'environnement, Samia Moualifi, a estimé, lundi à Relizane, que l'université est un important allié pour son département afin de réaliser la transition écologique et du développement durable.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail et d'inspection à la wilaya, la ministre a déclaré que "l'Algérie traverse une période de transition sur les plans environnemental, démographique et économique dans laquelle l'université est un important allié du ministère de l'environnement pour réaliser cette transition, élever la prise de conscience des questions écologiques et créer des projets innovants dans le domaine de l'économie verte".

"Le ministère de l'Environnement considère la recherche scientifique comme un pilier essentiel pour réussir la transition écologique et le développement durable et accompagner le développement économique

que connaît l'Algérie", a indiqué la ministre, ajoutant que son département "est soucieux d'accompagner les étudiants, les professeurs et les projets de recherche dans le domaine de l'environnement et du développement durable à travers le programme national de recherche lié à ces volets".

Dans ce cadre, elle a cité des projets de recherche dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

la gestion des déchets et la préservation de la biodiversité, ainsi que des accords de coopération entre les secteurs de l'environnement et de l'enseignement supérieur.

Par ailleurs, Mme Moualifi a également souligné l'importance que son département accorde aux jeunes porteurs d'idées et de projets verts liés au développement durable.

"Nous ouvrons à faciliter leur accès aux crédits et aux licences tout en multipliant les campagnes de sensibilisation pour encourager l'adoption de pratiques amies de

l'environnement et outils visant la réutilisation et le recyclage en associant les opérateurs économiques au tri sélectif et à l'opération de récupération", a-t-elle dit.

Mme Moualifi a rappelé que le ministère de l'Environnement a introduit la création d'opportunités d'emploi et le renforcement de l'entrepreneuriat comme axes principaux non seulement pour la transition écologique des systèmes productifs et aussi comme outil pour assurer la relance économique durable hors hydrocarbures.

En visitant le CET de Oued Djemâa qui a bénéficié d'une troisième tranche d'enfouissement des déchets de 450.000 m3, Mme Moualifi a mis l'accent sur les actions de tri sélectif des déchets et l'option pour une économie circulaire comme seule solution de la présence des CET dans les villes.

A ce sujet, elle a signalé que son ministère a lancé la concrétisation de plusieurs mesures pour impliquer le

citoyen dans tout ce qui se rapporte aux domaines de l'environnement en vue d'une meilleure prise en charge du secteur. Par ailleurs, la ministre a présidé la cérémonie de signature d'une convention de partenariat dans le domaine de la formation entre l'entreprise publique de gestion des CET de Relizane et l'Institut national des formations écologiques.

Elle a visité une exposition des modèles environnementaux innovants à l'université "Ahmed Zabana" du chef-lieu de wilaya avant de donner le coup d'envoi d'une session de formation en matière de gestion des espaces verts.

Mme Moualifi s'est également intéressée à une exposition abritée à la Maison de la Culture, "M'hamed Issiakhem" consacrée au projet "Environnement en milieu scolaire 2022-2025" et présentant des réalisations de clubs verts, en plus d'une visite d'une unité de recyclage des déchets plastiques et cartons à Oued Rhiou.

ANP Visite guidée au profit des représentants des médias au siège du 4^e régiment spécial d'intervention du Commandement de la Garde républicaine aux Eucalyptus

Une visite guidée a été organisée lundi au profit des représentants des médias nationaux au 4^e régiment spécial d'intervention "Chahid Arbadji Abderrahmane" du Commandement de la Garde républicaine aux Eucalyptus (Alger) pour s'enquérir des missions de cet édifice militaire. A cette occasion, le responsable de la Communication au commandement de la Garde républicaine, le colonel Gharbi Amine a souligné que cette visite destinée aux représentants des médias nationaux intervient en application du "plan de communication 2021-2022" visant à mettre en avant l'image honorable de l'Armée nationale populaire (ANP), à la faveur des réali-

sations accomplies au titre du programme de développement et de modernisation de ce corps. A travers cette visite de terrain, le Commandement de la Garde républicaine tend "à consolider le lien Armée-Nation et à créer des canaux de communication plus efficaces et professionnels, et à établir une relation forte avec les médias nationaux", en sus de "permettre aux journalistes de s'enquérir de près de la composition, des missions et du champ d'activité dudit régiment". Pour sa part, le commandant du 4^e régiment spécial d'intervention, le colonel Bahria Abdelhak, a affirmé que cette visite guidée témoigne de la relation exceptionnelle établie entre l'institu-

tion militaire et les médias qui constituent un trait d'union entre le citoyen et l'armée", l'objectif étant de "réaliser l'intérêt suprême de la nation, valoriser les acquis nationaux et faire face ensemble à toutes les conspirations et complots ourdis contre le pays".

La visite de terrain du 4^e régime spécial d'intervention se veut une occasion pour les représentants de la presse nationale pour connaître de près les missions de combat assignées au régiment, y compris l'atelier d'armes, et d'exécuter un exercice technique et des parades sportives.

GHARDAÏA Trois tracés de chemin de fer traverseront la wilaya

Trois tracés du projet structurant de chemin de fer dans le Grand sud traverseront le territoire de la wilaya de Ghardaïa sur 263 km, selon l'étude de faisabilité présentée par l'Agence nationale des études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a-t-on appris mardi auprès de la wilaya.

Il s'agit des nouvelles lignes ferroviaires Laghouat/Ghardaïa sur 170 Km, Ghardaïa/Ouargla sur 170 km et Ghardaïa /El-Meniaa sur 230 Km, qui font partie du programme de 1.114 km de voie ferrée pour desservir le Grand Sud (Adrar, Tamanrasset, In-Salah, Timimoun et Béni-Abbes), dans le cadre du schéma directeur sectoriel ferroviaire (SDSF), selon les explications d'ANESRIF.

Quatre gares ferroviaires sont prévues dans la wilaya de Ghardaïa (Berriane, Oued-Nechou et au lieu-dit "Fouinis" dans le territoire de la commune de Métili au carrefour d'intersection des routes nationales RN-1 et RN-49. Pour le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani, l'étude de faisabilité a franchi une étape "importante" pour la concrétisation de ce grand projet ferroviaire structurant, permettant le désenclavement dans le futur de nombreuses localités du Sud du pays.

Ces projets ferroviaires confirment l'intérêt qu'accordent les pouvoirs publics au renforcement du secteur des Transports, vecteur essentiel de développement local et de promotion des activités économiques et du bien-être de la population, a-t-il souligné. Les nouvelles lignes ferroviaires électrifiées mar-



queront le début d'une ère nouvelle pour le transport ferroviaire national et permettront un développement de l'activité touristique dans le Sud du pays, a estimé le chef de l'exécutif de la wilaya ajoutant que de nouvelles lignes ferroviaires généreront des retombées économiques "considérables", notamment pour le transport de marchandises, essentiellement les produits énergétiques (carburant), les céréales et les produits agricoles de large consommation. Ces projets de ligne de chemin de fer permettront également

de desservir les futures zones industrielles en cours de réalisation et d'accroître l'attractivité des investisseurs, pour participer à la dynamisation du tissu économique en permettant, entre autres, la création de milliers d'emplois directs et indirects pendant les travaux et des centaines d'emplois permanents dès la mise en service, a ajouté M.Amrani.

Les tracés de ces lignes ferroviaires ont été élaborés en concertation entre les différents partenaires techniques ainsi que la société civile et les élus locaux, signale-t-on.

TINDOUF Les postes frontaliers entre l'Algérie et la Mauritanie réceptionnés octobre prochain

Les deux postes frontaliers Chadid Mostefa Benboulaïd en cours de réalisation entre l'Algérie et la Mauritanie devront être réceptionnés en octobre prochain après la réduction des délais de réalisation de 24 à 12 mois, ont indiqué lundi des responsables de la Direction des équipements publics lors d'une visite d'inspection du Directeur général des Douanes, Noureddine Khaldi.

L'Algérie prend en charge la réalisation de ses deux postes dont les travaux de réalisation ont atteint un taux d'avancement de 60% avec une enveloppe financière de plus de 34 millions DA, selon les explications fournies par le directeur des équipements publics de la wilaya, Fateh Slim.

Inspectant les chantiers, le DG des Douanes a mis l'accent sur le respect des normes internationales dans la réalisation de ces infrastructures, formant le vœu de voir les entreprises de réalisation honorer leurs engagements quant au respect des délais.

M. Khaldi a visité auparavant le poste frontalier temporaire où il a suivi un exposé sur l'activité d'exportation via ce poste.

Le bil an des services douaniers a fait état de l'exportation de plus de 10.000 tonnes de produits algériens vers la Mauritanie à travers ce poste durant les 4 premiers mois de 2022.

En détail, il s'agit de 240



opérations d'exportation effectuées par des opérateurs économiques algériens vers le marché mauritanien représentant une valeur de plus de 854 millions DA.

En 2021, les mêmes services ont enregistré 438 opérations d'exportation de quelque 14.000 tonnes pour une valeur de plus de 14,8 milliards DA. Concernant l'import autorisé depuis 2021, il s'agit de l'importation d'un volume dépassant 4,4 tonnes de produits, essentiellement des produits halieutiques pour une valeur de plus de 11 millions DA.

Dans une déclaration à la presse, le DG des Douanes a affirmé que cette visite intervenait sur recommandation des pouvoirs publics afin de booster le commerce extérieur et relancer les postes frontaliers du pays.

"Le poste frontalier Chadid Mostefa Benboulaïd avec la Mauritanie, pays frère, ne diffère point des

autres postes terrestres.

Nous espérons à travers cette visite inciter les cadres et agents douaniers au niveau de Tindouf à davantage de disponibilité, notamment au niveau de ce poste", a-t-il déclaré, relevant une grande mobilisation des autorités locales pour accélérer la réalisation des deux postes.

Une forte volonté anime également les corps de sécurité, en tête desquels l'Armée nationale populaire pour concourir à la réussite de cette importante réalisation, a ajouté M. Khaldi.

Il s'agit par cette visite, poursuit le DG des Douanes, de s'enquérir de l'état des unités des douanes à Tindouf, notamment au niveau du poste, assurant avoir donné des orientations quant à l'impérative accélération de l'opération de délivrance des déclarations douanières à l'import et à l'export.

Il a également donné des consignes pour oeuvrer à

donner un nouveau souffle à ce poste qui aura certainement un impact positif sur les populations locales, en matière de résorption du chômage et l'augmentation de la dynamique commerciale vers la Mauritanie et les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Les efforts se poursuivront pour atteindre l'objectif de réalisation de plus de 7 milliards USD, a-t-il affirmé.

Le premier responsable des douanes poursuit mardi sa visite dans la wilaya avec au programme l'inspection du siège de l'inspection des douanes en sus d'une rencontre avec les opérateurs économiques.

Le poste frontalier a été inauguré le 19 août 2018 par les autorités algériennes et mauritaniennes au niveau du point kilométrique PK-75 au Sud de Tindouf.

Cette infrastructure frontalière entre l'Algérie et la Mauritanie, constitue un apport qualitatif aux relations de coopération bilatérale et un moyen de facilitation des déplacements et passage des personnes et d'intensification des échanges commerciaux entre les deux pays d'une part, et avec les autres pays de l'Afrique de l'Ouest, d'autre part.

Il se veut aussi un moyen de consolidation de la coopération sécuritaire et de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, dans l'intérêt des deux pays.

EL TARF Formation au profit des citoyens en prévision des dangers de l'été

Des sessions de formation sur le terrain seront organisées au niveau des sept daïras de la wilaya d'El Tarf au profit des riverains des massifs forestiers et des agriculteurs, afin de faire face aux éventuels dangers de l'été 2022, a-t-on appris lundi auprès du chargé d'information de la Direction locale de la Protection civile, le lieutenant Seifeddine Madaci.

Dans une déclaration à l'APS, faite en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation et de prévention contre les incendies de forêt et des récoltes, le lieutenant Madaci a précisé que la formation de ces "équipes civiles" à la lutte contre les feux, par tous les moyens et méthodes, est une "mesure anticipative qui vise à faire face aux incendies et à minimiser au maximum les risques de déclenchement des feux et les pertes humaines et matérielles qui en résultent".

Il a ajouté que "ces formations sur le terrain deviendront une tradition et feront partie intégrante du programme annuel de prévention et de sensibilisation de la Protection civile pour former les agriculteurs et les citoyens sur la manière d'utiliser les moyens manuels d'extinction des feux, ainsi que les techniques de base de circonscription des flammes et de la protection des terres agricoles, avant la propagation des flammes, et la maîtrise du feu dès son déclenchement".

Selon les explications fournies sur place, les raisons les plus importantes qui ont conduit au déclenchement des incendies dans la wilaya d'El Tarf ces dernières années, sont notamment "la non application des agriculteurs des mesures préventives pour protéger leurs terres en raison du manque de connaissance des techniques nécessaires pour protéger leurs cultures, leur méconnaissance de l'usage des moyens d'extinction des feux, et le manque d'aptitude pour maîtriser les incendies".

La Direction de la Protection civile de la wilaya d'El Tarf a enregistré au cours de l'été 2021, un total de 541 interventions pour éteindre 82 incendies de forêts, en plus de repêcher les corps de quatre (4) personnes noyées sur des plages autorisées à la baignade et trois (3) autres sur des plages non surveillées, a-t-on rappelé.

A noter que la caravane de sensibilisation contre les incendies de forêts, lancée par la Direction locale de la Protection civile en coordination avec la conservation des forêts et tous les partenaires impliqués dans l'opération, et dont le coup d'éventail a été donné par les autorités locales, se poursuivra tout l'été.

Une halte dans la commune frontalière de Bouhadjar constituera la première étape de cette caravane, avant de sillonner le reste des communes de la wilaya.

JIJEL 23 dossiers transmis à la justice pour braconnage (Conservation des forêts)

La conservation des forêts de la wilaya de Guelma a transmis 23 dossiers à la justice pour chasse anarchique d'animaux sauvages, a-t-on appris lundi du conservateur local des forêts, Mohamed El Hadi kadjour.

"La conservation des forêts a transmis à la justice 23 dossiers à l'encontre de chasseurs pour des opérations de chasse anarchique d'animaux sauvages et pour non-respect des procédures en vigueur", a affirmé à l'APS le même responsable, en marge d'une journée de sensibilisation organisée à la cité administrative par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale sur "La chasse anarchique et la vente illicite d'animaux sauvages".

Il a, dans ce sens, rappelé que "le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a donné le feu vert pour une reprise de la saison de la chasse en septembre prochain, après une absence de 30 ans", révélant que "plus de 600 chasseurs, adhérents dans des associations de chasse, ont bénéficié d'une formation au niveau du Centre de formation des agents techniques des forêts à El Aouana". Pour sa part, Toufik Mimoun, président de la Fédération des chasseurs de la wilaya de Jijel, a souligné que 470 chasseurs sur 600 ont obtenu un permis de chasse d'animaux sauvages, ce qui permettra de lutter contre le phénomène de la chasse anarchique et de la vente illicite d'animaux sauvages, soutenant que parmi les animaux autorisés à la chasse figurent le sanglier, la perdrix et le lapin.

Il a ajouté, toutefois, qu'en raison de la diminution du nombre de lapins, conséquemment à sa chasse anarchique notamment en période de reproduction, les chasseurs sont tenus d'éviter de la chasser après l'ouverture de la saison de la chasse pour le préserver de l'extinction. De son côté, le colonel Tarek Yaalaoui, commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, a affirmé que cette journée de sensibilisation, organisée en coordination avec plusieurs partenaires, à l'instar de la conservation des forêts, la Fédération des chasseurs et les Douanes algériennes, vise à faire connaître le patrimoine animalier de la wilaya de Jijel, ainsi que les animaux sauvages en voie de disparition.

Il s'agit également, dit-il, de coordonner les efforts pour "mettre un terme à la chasse anarchique et la vente illicite d'animaux sauvages".

Cette journée de sensibilisation vise également à "établir une approche pour lutter contre ce phénomène de manière à garantir la protection de la richesse animalière", a-t-on conclu.

APS

FOURRAGES

Baisse des prix des fourrages secs à M'sila

Une baisse des prix des fourrages secs a été enregistrée récemment à travers les marchés de la wilaya de M'sila, a-t-on appris mardi auprès des services de la Direction locale des services agricoles (DSA).

Une botte de luzerne est ainsi cédée à 400 DA contre 1200 DA durant la période hivernale, la botte de foin cédée à 400 DA contre 800 DA durant la même période, de même pour la paille qui est vendue à 200 DA contre 400 DA au cours de l'hiver, a-t-on expliqué. À l'origine de cette diminution des prix, la régénération du couvert végétal, après les précipitations qu'a connu la région du Hodna au cours des deux derniers mois, et l'augmentation de l'offre des fourrages secs, suite à la campagne de moisson-battage entamée il y a plus de deux semaines dans la wilaya de M'sila.

Dans ce contexte, des producteurs font recours ces derniers jours au stockage des fourrages secs afin de les écouler pendant la période hivernale dite "critique", car connue pour l'augmentation de la demande sur les fourrages secs, a-t-on souligné. La production fourragère dans la capitale du Hodna, estimée à un (1) million de quintaux de différents fourrages, est "loin de satisfaire la demande des éleveurs de la wilaya", a-t-on assuré de même source, soulignant que "les campagnes de sensibilisation devront aborder la stratégie du développement de la production fourragère".

Dans les détails, la même source a relevé que cette stratégie repose sur deux volets, le premier consiste à sensibiliser les agriculteurs quant à la nécessité de réserver des parcelles de terre au niveau de leurs exploitations agricoles pour la plantation des fourrages verts, avoine, orge et luzerne notamment, et le second consiste à créer des périmètres irrigués exclusivement consacrés à la production des fourrages verts. Cela avec pour objectif, a-t-on expliqué, d'en augmenter la production et de réduire la consommation des fourrages secs.

ENERGIE

Naftal : commercialisation de 1,1 million de tonnes de GPL en 2021 (PDG)

La Société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers "Naftal" a commercialisé 1,1 million de tonnes de gaz de pétrole liquéfié (GPL) en 2021, a indiqué lundi à Alger, le PDG de la société, Mourad Menouar.

Les quantités commercialisées renseignent sur l'utilisation grandissante de ce type de carburant respectueux de l'environnement ces dernières années, a expliqué M. Menouar qui était l'invité du forum économique du quotidien "Echaab". Par rapport à 2018 où une quantité de 500.000 tonnes de GPL avait été consommée, les quantités commercialisées en 2021 sont en hausse de 50%, contre une baisse de 5% de la demande sur les autres types de carburant, a-t-il détaillé. Dans le même contexte, le PDG de Naftal a fait savoir que près de 700.000 voitures roulaient actuellement au GPL en Algérie. Outre sa contribution aux programmes de conversion des véhicules GPL en élargissant le réseau d'installation des kits Sirghaz, Naftal fournit ce carburant au niveau de 50% de ses stations-service (2200 stations), ajoute le PDG. Interrogé sur la réalisation de nouvelles stations pour la fourniture du GPL, M. Menouar a souligné que ces projets nécessitent un strict respect des mesures de sécurité et l'obtention d'un nombre d'autorisations, ce qui rend impossible la fourniture de ce service dans certaines stations, surtout dans les grandes villes. S'agissant du processus de réalisation de bornes de recharge pour voitures électriques, le PDG a souligné que Naftal s'était lancée dans un programme de réalisation d'une borne de recharge à Chéraga (Alger), mais de tels projets nécessitent une "vision claire", soulignant que l'entreprise "est tout à fait prête à investir dans ce domaine". M. Menouar a, par ailleurs, indiqué que Naftal exportait, dans le cadre des conventions signées, son savoir-faire à travers des cycles de formation au profit des cadres de pays voisins comme le Niger.

APS

IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION RÉNOVÉS
Plusieurs mesures pour garantir la transparence (ministère)

Le ministère de l'Industrie a mis en place plusieurs mesures garantissant la transparence dans la mise en œuvre du cadre juridique régissant l'importation des équipements et chaînes de production rénovés, entré en vigueur dimanche dernier, a appris l'APS auprès du ministère.

Pour encadrer l'importation des équipements et chaînes de production rénovés, le ministère a assujéti l'acceptation des demandes d'importation par les investisseurs à plusieurs conditions, notamment la vérification de leur état général, leur exploitabilité et leur maintenabilité.

Le nouveau cadre repose sur l'évaluation de conformité des chaînes et équipements de production avant importation réalisée par des bureaux d'expertise accrédités par l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC) ou d'autres organismes analogues dans les pays signataires d'un accord de reconnaissance d'accréditation mutuelle avec ALGERAC.

Le ministère de l'Industrie a également mis en place un mécanisme de contrôle a posteriori de l'importation des chaînes et équipements de production rénovés, exigeant de l'opérateur un certificat d'entrée en exploitation de l'équipement ou de la chaîne importé(e), établi par un expert assermenté résidant en Algérie, afin d'éviter l'importation anarchique et l'apparition d'intermédiaires et de spéculateurs sur le marché national.

Ces conditions permettent de garantir la transparence et d'éviter tout déassement ou détournement des avantages accordés par l'Etat, selon le ministère de l'Industrie. Par ailleurs, l'octroi de l'autorisation de dédouanement est assujéti à la présentation d'un dossier comportant notamment un formulaire de



demande d'autorisation de dédouanement dûment renseigné, une copie du registre du commerce attestant de l'activité en relation avec la chaîne et les équipements à importer, une fiche technique détaillée de la chaîne et/ou équipements de production rénovés et une attestation de rénovation établie par l'organisme d'inspection et de contrôle accrédité par l'Organisme algérien d'accréditation ou d'autres organismes analogues signataires d'un accord de reconnaissance d'accréditation mutuelle avec ALGERAC. Le dossier comprend également un document certifiant l'acquisition des chaînes ou équipements aux enchères ou auprès de l'entité ayant cédé les actifs ou auprès d'une entreprise cédante, outre une facture proforma accompagnée de la facture d'achat initial de la chaîne ou de l'équipement faisant ressortir les numéros de séries de tous les éléments composant la chaîne ou l'équipement ou d'une facture proforma de la chaîne ou de l'équipement

équivalent à l'état neuf.

Le demandeur de l'autorisation d'importation doit présenter un document attestant, lorsque l'activité le justifie, l'existence d'infrastructures appropriées à la mise en exploitation de la chaîne ou de l'équipement de production rénovés. Pour prendre en charge les demandes déposées par les investisseurs pour l'importation des chaînes et équipements de production rénovés, un comité technique est institué auprès du ministre de l'Industrie, composé de représentants des ministères de l'Industrie et des Finances et de l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC). Ce nouveau cadre juridique qui permet l'importation des chaînes et équipements de production rénovés, y compris le matériel agricole, intervient dans un contexte mondial marqué par une situation économique difficile en raison de la récession et de la crise sanitaire ayant entraîné la fermeture de plusieurs usines et unités de production et leur mise en vente

à des prix concurrentiels.

Ainsi, ce régime permettra aux opérateurs d'exploiter les possibilités qui s'offrent sur les marchés mondiaux pour acquérir des équipements "pouvant renforcer les capacités de production, contribuer à la relance de la production nationale et réduire la facture d'importation des équipements", selon les explications du ministère.

Le ministère de l'Industrie a effectivement commencé à recevoir les investisseurs souhaitant acquérir ces équipements pour les orienter et s'assurer que ces derniers remplissent toutes les conditions requises pour la délivrance des autorisations d'importation.

Les pouvoirs publics misent sur ce régime comme un des mécanismes de relance de la production industrielle, de développement et de diversification des activités et des filières industrielles, de création de la valeur ajoutée et d'emplois dans le cadre des efforts pour booster l'économie et l'industrie nationales.

AGRICULTURE-MICROENTREPRISES

Signature d'un avenant d'une convention-cadre

Un avenant de la convention cadre conclue entre les secteurs de l'Agriculture et des Micro-entreprises a été signé, lundi à Alger, portant inclusion de volets agricoles supplémentaires au profit des porteurs de projets, a indiqué un communiqué des services du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises. L'avenant a été signé au siège du ministère de l'Agriculture par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises, Nassim Diafat et le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafidh Henni en présence de cadres des deux secteurs. Il s'agit selon l'avenant d'appuyer les micro-entreprises activant dans le domaine du transport de céréales et produits agricoles stratégiques en garantissant un plan de charge chez les instances publiques

sous la tutelle du secteur de l'Agriculture.

L'avenant prévoit la création des micro-entreprises dans le domaine de transport permettant de plafonner les financements selon des études économiques assurant une rentabilité de ces projets.

Il s'agit également d'encourager la réalisation des structures de stockage par les entreprises publiques en collaboration avec les micro-entreprises dans le cadre des contrats de sous-traitance. Intervenant à l'occasion, M. Diafat a souligné "l'engagement permanent à son secteur de financer les micro-entreprises activant dans le domaine agricole en fonction des besoins et des opportunités d'investissement dans ce secteur stratégique".

Cette démarche, poursuit M. Diafat, a pour objectif d'une part, d'appuyer le secteur et de garantir le plan de charge des

chefs de micro-entreprises et les porteurs de projet, d'autre part". Pour sa part, le ministre de l'Agriculture a émis des instructions à l'effet d'accélérer la finalisation du recensement des assiettes foncières dédiées aux investisseurs tenant compte de certaines normes techniques qui permettent le lancement immédiat des projets, pour ne citer que la vérification de l'aménagement des surfaces, de la proximité des réseaux électriques et de la disponibilité des ressources hydriques.

Les deux ministres se sont félicités du niveau de coordination entre les deux départements en matière d'accompagnement des investisseurs dans les domaines liés à l'agriculture. Ils ont convenu aussi de procéder à la mise en œuvre, à partir du mois de juin prochain, des engagements prévus dans le cadre de la convention signée".

ANNABA

Le quota de pêche au thon rouge de la saison 2022 fixé à 144 tonnes

Le quota de la wilaya d'Annaba de pêche au thon rouge durant la période réservée à la pêche de cette espèce de poisson de la saison 2022 a été fixé à 144 tonnes, a-t-on appris lundi auprès du directeur local de la pêche et de l'aquaculture Az-zedine Boukezia. Cinq bateaux sont réservés à la pêche de la quantité de thon rouge fixée pour la wilaya d'Annaba dont deux sont immatriculés inscrits dans la wilaya d'Annaba, à savoir les bateaux de pêche "chahid Mustapha Benboulaïd" et "El Bachir" qui sont venus renforcer la flotte de pêche de la wilaya depuis début 2022, a déclaré à l'APS le même responsable.

En prévision de la campagne de pêche au thon rouge qui sera lancée le 26 mai courant et qui se poursuivra jusqu'au 1er juillet 2022, il a été procédé au niveau du port commercial d'Annaba à la finalisation des procédures administratives relatives à l'opération et qui concernent les différents intervenants, dont les capitaines de bateaux, les garde-côtes, les Douanes algériennes et les services de la santé, a-t-on indiqué. Pour rappel, le quota global de la pêche au thon rouge de l'Algérie est estimé à 1.650 tonnes par le biais d'un total de 29 bateaux de pêche réservés à cet effet.

PÉTROLE

Le Brent à 113,05 dollars à Londres

Les prix du pétrole se repliaient légèrement mardi, les craintes quant à la croissance mondiale se poursuivent. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet perdait 0,33% à 113,05 dollars.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison le même mois, fléchissait quant à lui de 0,37% à 109,88 dollars. "Les prix du pétrole sont en baisse après avoir clôturé à plat hier, alors que le marché oscille entre gains et pertes, luttant pour trouver une direction", commente une analyste. Les craintes croissantes d'une récession mondiale et d'un ra-



lentissement en Chine en raison de sa politique de zéro Covid dressent un tableau sombre des perspectives de la demande et exercent une pression à la baisse sur les prix", poursuit-elle. La croissance de l'activité économique en zone euro s'est légèrement ralentie en mai dans le secteur privé, selon l'indice PMI composite publié mardi par S&P Global.

BRÉSIL

Le président de Petrobras limogé



Le président brésilien Jair Bolsonaro a limogé lundi le patron du géant pétrolier Petrobras, José Mauro Coelho, nommé il y a seulement 40 jours, a annoncé le ministère des Mines et de l'Énergie.

"Le gouvernement fédéral, en tant qu'actionnaire majoritaire de Petroleo Brasileiro S.A., Petrobras, notifie qu'il a décidé de promouvoir le changement de la présidence de l'entreprise", affirme le ministère dans un communiqué.

José Mauro Coelho était le troisième président du groupe en un peu plus d'un an. Sans préciser les raisons du limogage, le gouvernement l'a remercié pour son travail, tout en soulignant que "le Brésil traverse actuellement un moment difficile, en raison des effets de l'extrême volatilité des hydrocarbures sur les marchés internationaux", selon le communiqué. Le gouvernement a proposé comme nouveau président Caio Mario Paes de Andrade, actuel secrétaire à la Débureaucratization au ministère de l'Économie. Caio Mario Paes de Andrade "présente toutes les qualifications pour diriger la société afin de surmonter les défis imposés par la situation actuelle, en augmentant son capital de réputation, en favorisant l'amélioration continue de la gestion et la performance croissante de la société, sans négliger les responsabilités de Petrobras en matière de gouvernance, d'environnement et, en particulier, sociale", a assuré le ministère des Mines et de l'Énergie.

MÉTAUX PRÉCIEUX

Les prix de l'or à plus de 1.854 dollars l'once

Les prix de l'or se sont établis mardi à plus de 1.854 dollars, alors que le dollar américain a récupéré une partie de ses pertes du jour au lendemain, rendant le lingot au prix du dollar plus cher pour les acheteurs étrangers.

L'or au comptant était stable à 1.854,59 dollars l'once, dans la matinée,

après avoir atteint son plus haut niveau depuis le 9 mai à 1.865,29 dollars lundi.

Les contrats à terme sur l'or américain ont gagné 0,3% à 1.8538,10 dollars. Les lingots non productifs, considérés comme une réserve de valeur sûre en période de crise économique, ont tendance à devenir moins attrayants pour

les investisseurs lorsque les taux d'intérêt de la Banque centrale américaine augmentent. Quant aux autres métaux, l'argent au comptant a chuté de 0,3% à 21,71 dollars l'once et le platine a baissé de 0,2% à 956,67 dollars, tandis que le palladium a augmenté de 0,4% à 2.001,10 dollars.

INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

La neutralité carbone, le "plus grand défi" de l'aérien

La neutralité carbone est le "plus grand défi" de l'industrie aéronautique, a affirmé mardi le PDG de Etihad Airways, la compagnie aérienne d'Abou Dhabi, l'une des plus importantes du Moyen-Orient. "Le plus grand défi pour l'aviation commerciale est l'engagement qui a été pris d'atteindre zéro émission nette de carbone d'ici 2050", a déclaré Tony Douglas lors de la première journée du Global Aerospace Summit, à Abou Dhabi, capitale des Emirats arabes unis. Le PDG de Etihad a estimé "la réalisation de cet objectif extrêmement

difficile dans un avenir proche" tout en appelant à "jeter les bases". Le transport aérien est régulièrement pointé du doigt par les défenseurs de l'environnement pour sa contribution au réchauffement climatique bien qu'il ne représente qu'entre 2,5 et 3% des émissions totales de CO2. L'Association internationale du transport aérien (IATA), la porte voix de 290 compagnies, s'est engagée à "zéro émission nette" de CO2 en 2050, grâce à des réductions nettes mais aussi au recours controversé à des compensations carbone.

FRANCE

Le budget alimentaire par personne pourrait bondir de 224 euros en 2022 (étude)

"Le pire est à venir" : dans un contexte de forte inflation, le coût de l'alimentation pourrait flamber en 2022 de plus de 200 euros par personne en France, avertit l'assureur crédit Allianz Trade dans une étude publiée mardi et mentionnée par l'agence AFP. "Les prix des distributeurs alimentaires pourraient croître de 8,2%, ce qui engendrerait une hausse des dépenses alimentaires annuelles de 224

euros par personne cette année, pour un total atteignant 2.963 euros", détaille Aurélien Duthoit, conseiller sectoriel chez Allianz Trade. Par rapport au reste du Vieux Continent, les Français ne seraient pourtant pas les plus mal lotis : la hausse moyenne du budget alimentaire au sein de l'Union européenne s'afficherait ainsi à 243 euros, et les Allemands paieraient même 254 euros supplémentaires en 2022.

Ces estimations se basent sur l'hypothèse que les distributeurs répercutent sur leurs prix de vente 75% de la hausse des prix qu'ils paient aux industriels du secteur agroalimentaire. Or à l'heure actuelle, moins de la moitié de cette hausse des prix de production a été répercutée sur les consommateurs.

Le rythme auquel les prix de vente s'aligneront sur les prix de production

demeure "très incertain, vu la volatilité de l'environnement" économique actuel. Selon les dernières données de l'Insee, l'inflation a bondi de 4,8% sur un an en avril et les prix alimentaires de 3,8%. L'étude est publiée alors que le gouvernement français prépare pour la fin juin un budget rectificatif qui devrait notamment aboutir à la distribution d'un chèque alimentaire.

Tassement de la croissance du secteur privé en mai

La croissance du secteur privé en France s'est tassée au mois de mai tout en se maintenant à un niveau élevé grâce au dynamisme des services, selon un indice provisoire publié mardi par S&P Global.

L'indice Flash de l'activité globale, qui avait atteint en avril son plus haut en plus de quatre ans à 57,6, s'est replié à 57,1, a précisé S&P dans son communiqué. Un taux supérieur à 50 marque une expansion de l'activité, un taux inférieur à cette limite une contraction.

"Conformément à la tendance observée au cours des douze derniers mois, l'expansion est principalement appuyée sur les performances des prestataires de services, l'activité des fabricants

n'ayant que légèrement progressé au cours du mois" de mai, selon la société d'analyse financière qui s'appuie sur une enquête réalisée auprès de 750 entreprises représentatives des secteurs manufacturier et des services en France. "L'économie française fait preuve d'une résilience remarquable face à des vents contraires de plus en plus puissants", estime Joe Hayes, économiste chez S&P.

Il relève toutefois "le maintien de fortes tensions sur les chaînes d'approvisionnement et des conditions difficiles pour les exportateurs" du secteur manufacturier. D'autre part, "l'inflation galopante dissuade actuellement de nombreuses entreprises de passer commande", selon M.

Hayes, qui explique que "les nouvelles commandes reçues par les fabricants français ont ainsi quasiment stagné en mai, tandis que les ventes à l'export ont reculé". L'analyste constate "l'émergence d'une économie à deux vitesses, la bonne tenue du secteur des services continuant de masquer

la faiblesse des performances de l'industrie manufacturière". L'enquête mensuelle dégage enfin un élément positif sur le front de l'emploi avec des effectifs qui "ont fortement augmenté en mai", selon le communiqué.

"Le taux de croissance de l'emploi s'est en outre redressé à son

plus haut niveau depuis mars 2001, les créations de postes s'étant accélérées" à la fois dans les services et dans l'industrie. Les entreprises anticipent "un environnement plus favorable à la demande", même si le degré de confiance s'est légèrement replié par rapport à avril.

AVIATION

Air France-KLM lance une nouvelle augmentation de capital

Le groupe aérien Air France-KLM a annoncé mardi le lancement d'une nouvelle augmentation de capital de 2,26 milliards d'euros, espérant ainsi en finir avec la crise du Covid-19 qui a eu des effets dévastateurs sur son activité et ses finances. Les États français et néerlandais souhaitent prendre part à cette opération et garder le même niveau de capital, tandis que les deux autres principaux actionnaires, les compagnies chinoise China Eastern et américaine Delta Air Lines, verront leur participation diminuer au profit d'un nouvel entrant, l'armateur français CMA CGM qui investira jusqu'à 400 millions d'euros, a précisé l'entreprise dans un communiqué.

SRI LANKA

Hausse record des prix des carburants

Le Sri Lanka, à court de liquidités, a fortement augmenté mardi les prix des carburants, les portant à un niveau record, alors que le pays et ses 22 millions d'habitants affrontent leur pire crise depuis l'indépendance. Le prix du diesel, couramment utilisé dans les transports publics, est passé de 289 roupies (0,80 dollars) le litre à 400 roupies (1,11 dollars), soit un bond de 38%, tandis que le prix du litre d'essence a grimpé de 338 roupies (0,94 dollars) à 420 roupies (1,17 dollars), s'envolant de 24%. Ces six derniers mois, les prix des carburants ont

flambé, avec +230% pour le diesel et +137% pour l'essence. En outre, compte tenu de difficultés d'approvisionnement, les automobilistes doivent faire la queue, parfois pendant des jours, pour faire le plein. Le ministre de l'Énergie, Kanachana Wijesekera, a déclaré que le nouveau gouvernement avait approuvé les nouveaux tarifs à la pompe en vue d'endiguer les énormes pertes de la société pétrolière publique Ceylon Petroleum Corp. Faute de devises, l'État insulaire ne peut plus financer ses importations et la population subit depuis des

mois des pénuries non seulement de carburant mais aussi de nourriture et médicaments, avec de longues coupures d'électricité et des records d'inflation. Le nouveau Premier ministre, Ranil Wickremesinghe, entré en fonction le 12 mai, avait exhorté la semaine dernière la population à "supporter patiemment les prochains mois". Ils "seront les plus difficiles de nos vies", avait-il prévenu. Le chef du gouvernement avait également averti que les prix des carburants et de l'électricité seraient augmentés considérablement.

DISPOSITIF ANTI-INCENDIE À CONSTANTINE Installation d'une colonne mobile de la Conservation des forêts

Une colonne mobile destinée à mieux lutter contre les incendies de forêts et de récoltes agricoles a été installée, pour la première fois, par les services de la Conservation des forêts de la wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi auprès de la Conservation.

L'initiative intervient en application des directives et des mesures de la Direction générale des forêts (DGF) ayant pour objectif primordial la réduction des dégâts causés par les incendies qui peuvent affecter le patrimoine forestier et les récoltes durant l'été, a déclaré à l'APS le chargé de l'information et de la communication de la Conservation des forêts, Ali Zegrou. Pour les besoins de sa mission, la colonne mobile qui entrera en service le 1er juin prochain, compte 24 agents réservés aux premières interventions, ainsi que d'importants moyens durant toute la durée de sa présence dans la région, à savoir huit (8) véhicules d'intervention d'urgence équipés des moyens nécessaires, a détaillé M.Zegrou.

Le dispositif anti-incendie établi pour cette année, a-t-il souligné, consiste aussi en l'installation de sept (7) postes de contrôle, dotés de matériels de communication moderne et la mobilisation de cinq (5) brigades mobiles constituées d'agents forestiers, dont des saisonniers, pour couvrir l'ensemble de la superficie forestière de cette wilaya.

M. Zegrou a ajouté que 14,2 km de pistes forestières ont fait l'objet d'opérations d'aménagement dans les communes de Constantine, Ain Smara, Ibn Badis et Ibn Ziad, en attendant l'achèvement d'autres actions similaires.

S'agissant des opérations de sensibilisation, une caravane de prévention sur l'importance de la protection des aires forestières a été lancée la semaine dernière, et ce en coordination avec les Directions de la Protection civile et les services agricoles, ainsi que d'autres partenaires concernés, à l'instar des associations versées dans la protection de l'environnement, a-t-il indiqué.

Aussi et pour parer à tout départ de feu, une autre colonne mobile totalisant 56 agents de différents grades, mobilisés 24h/24 et 7 jours sur 7, sera également mise en place par la Protection civile à partir du 1er juillet prochain, a révélé de son côté à l'APS le responsable de l'information et de la communication de ce corps constitué, le capitaine Abderrahmane Lagraâ. S'agissant des moyens matériels, la colonne dispose de plusieurs engins, dont dix (10) camions d'intervention tout terrain d'une capacité évaluée entre 1000 et 12.000 litres, un camion de transport des équipements d'intervention, un véhicule de liaison, une ambulance et un bus, a ajouté le capitaine Lagraâ.

Dans la wilaya de Constantine, le dispositif de lutte contre les feux de forêts et de récoltes, mis en place par les services de la Protection civile pour l'été 2022, s'étalera jusqu'à la fin du mois d'octobre prochain, a-t-il fait savoir.

Une session de formation a été organisée cette semaine au profit des conducteurs de ces engins, visant à former des agents compétents et d'une grande efficacité opérationnelle.

L'ensemble des mesures prises dans ce domaine visent principalement à renforcer les capacités d'intervention et de lutte contre la propagation des flammes pendant les périodes de grandes chaleurs, notamment dans les zones à l'accès difficile, et à diminuer le nombre de surfaces endommagées par les feux par rapport à l'année précédente au cours de laquelle 734 hectares (ha) avaient été ravagés dans les incendies, dont 631 ha de broussailles et 83 ha de forêts, a-t-on noté.

CONSTANTINE Un mort et quatre blessés dans deux accidents distincts de la circulation

Un jeune homme a trouvé la mort et quatre (4) autres personnes ont été blessées dans deux (2) accidents distincts de la circulation survenus dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale de la Protection civile (DPC).

Le premier accident mortel s'est produit dans la nuit de lundi sur le territoire de la commune de Didouche Mourad (Nord de Constantine), plus exactement dans la mechta de Delaïem lorsqu'un train de transport de voyageurs a heurté un jeune homme âgé de 21 ans, causant sa mort sur le coup, a indiqué le responsable de la cellule de l'information et de la communication de la DPC, le capitaine Abderrahmane Lagraâ.

Le corps sans vie de la victime a été acheminé vers la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) de la commune de Didouche Mourad, a souligné le capitaine Lagraâ. Aussi, les éléments



de la Protection civile de l'unité secondaire Sissauti Slimane, soutenus par ceux du poste avancé Abdelmadjid Boumaâza du chef-lieu de wilaya sont intervenus également pour

un accident, survenu durant la même période, sur les hauteurs de Djebel Ouahch (Constantine), plus exactement à la cité Ziadia, suite au dérapage et au renversement d'un camion

semi-remorque qui a percuté un bus et huit (8) véhicules de tourisme, dont certains étaient en stationnement, a affirmé la même source. L'accident a causé des blessures de divers degrés à quatre (4) personnes, âgées entre 21 et 50 ans, a-t-elle ajouté, soutenant que les blessés ont été évacués par les éléments de la Protection civile vers le service des urgences médicales du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Benbadis, après avoir bénéficié des premiers secours sur les lieux.

Des enquêtes ont été ouvertes par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les circonstances exactes de ces accidents.

COMMERCE

Saisie de plus de 586 millions DA de marchandises en quatre mois (bilan)

Les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont saisi, durant les quatre premiers mois de l'année en cours, des marchandises d'une valeur globale de 586,67 millions de dinars, et ce, dans le cadre des efforts de contrôle économique et de répression de la fraude.

Selon un bilan du ministère transmis à l'APS, les services de contrôle ont effectué, entre janvier et avril derniers, 806,481 interventions ayant permis de relever 73,142 infractions et l'établissement de 69,076 procès-verbaux de poursuites judiciaires et la proposition de fermeture de 5,279 locaux commerciaux.

Les interventions des agents de contrôle ont augmenté de 39 % au cours du mois d'avril, coïncidant avec le mois de Ramadan, qui bénéficie d'un programme de suivi intensif par rapport aux autres mois.

Le bilan du ministère a relevé, à travers une comparaison de ces résultats avec ceux réalisés durant la même période de l'année 2021, une hausse de tous les indicateurs de contrôle "due à l'intensification de l'activité de contrôle et les mesures dissuasives prises contre les opérateurs économiques".

Le nombre des interventions sur le terrain ont connu une hausse de 47% (contre 548.257 interventions en 2021), le nombre des infractions a enregistré une hausse de 70% (43.871

en 2021).

Le nombre de procès-verbaux de poursuites judiciaires ont enregistré une évolution de 70% (41.632 en 2021).

Il a été constaté également une hausse du nombre de propositions de fermeture des locaux commerciaux de 45% (contre 3.682 propositions de fermetures en 2021).

Par ailleurs, les quatre premiers mois de 2022 ont enregistré la régression de la valeur des saisies de -16% (contre 717,78 millions de DA en 2021) "due d'une part au respect par les commerçants des lois et procédures en vigueur dans le domaine de l'exercice de leur activité commerciale, d'autre part, aux mesures de sensibilisation qu'il comportait avant de passer à la dissuasion", souligne le bilan.

Le nombre de cargaisons contrôlées aux frontières de janvier à avril était de 19,257 cargaisons, soit une régression de -20%, alors que le nombre de cargaisons refusées au niveau des frontières pour non-conformité a baissé 28% (262 cargaisons).

Ces résultats sont le fruit du "durcissement des procédures de contrôle aux frontières dans le cadre de directives gouvernementales visant à encadrer le commerce extérieur et à rationaliser les importations", selon la même source.

Quant à l'évaluation des résultats des opérations de contrôle analytique, le bilan note "une augmentation significative", par rapport à la même période de 2021, du nombre d'échantillons prélevés pour analyses en laboratoire de +17%, et une augmentation du nombre de déterminations effectuées avec des instruments de mesure de +30%.

"Ceci est dû aux procédures suivies par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations pour valoriser les instruments de mesure et renforcer leur recours à ceux-ci dans le cadre du contrôle des activités commerciales", souligne la même source. Concernant le renforcement de l'efficacité du contrôle au niveau du marché national pour assurer une meilleure protection du consommateur, en particulier dans les domaines liés directement à son alimentation et à sa sécurité corporelle, le bilan indique que les agents de contrôle ont effectué 102.079

interventions dans le cadre de la lutte contre le phénomène de l'exposition des produits alimentaires en dehors des locaux commerciaux.

Ces opérations ont permis d'enregistrer 2,330 infractions ayant abouti à la saisie de 77,69 tonnes de produits alimentaires et à la proposition de fermeture de 117 locaux commerciaux.

S'agissant du contrôle des prix du lait subventionné et réglementé, les agents de contrôle ont effectué 49,750 interventions en constatant 896 infractions ayant abouti à la saisie d'une quantité de 11,823 litres et à la proposition de fermeture de 13 locaux commerciaux.

Il a été également procédé à 27,319 interventions dans le cadre de la lutte contre le phénomène de la vente sur les trottoirs durant les quatre premiers mois de l'année 2022 ajoutées à 15,682 interventions avec la sureté nationale, 5,525 interventions avec les collectivités locales et 3,128 interventions avec la gendarmerie nationale.

Cela a permis de constater 432 infractions, de saisir 9,12 tonnes de marchandise et d'émettre 47 propositions de fermeture de locaux commerciaux.

Dans le cadre de la lutte contre le phénomène de l'abattage illégal de volailles, 7,498 interventions ont été réalisées, 220 infractions ont été constatées, 8,97 tonnes ont été saisies et 43 locaux commerciaux ont fait l'objet de propositions de fermetures.

Concernant les mesures applicables au transport des produits alimentaires et les boissons, 9,996 interventions ont été réalisées ainsi que 5,633 interventions avec les services de police, 3,915 interventions avec les services de la gendarmerie et 448 interventions avec les autres services.

Cela a abouti à la constatation de 235 infractions et à la saisie de 45,635 tonnes de marchandises.

Concernant le respect du protocole sanitaire relatif à la pandémie de Covid-19, les opérations de contrôle ont concerné 223,371 espaces commerciaux.

99 % d'entre eux ont respecté le protocole sanitaire contre 1 % ne l'ayant pas respecté (2,994 commerces), selon le même bilan.

APS

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION 53 délits enregistrés durant les quatre premiers mois 2022

Les services du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont enregistré 53 délits dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite, durant les quatre premiers mois de l'année en cours, selon un bilan du ministère transmis à l'APS.

Les services de contrôle relevant du ministère ont réalisé, entre janvier et avril 2022, en coordination avec les services de sécurité, dans le cadre de l'application des dispositions de la loi n° 15-21 du 28 décembre 2021 relative à la lutte contre la spéculation illicite, 22,787 interventions qui ont permis d'enregistrer 53 délits donnant lieu à l'établissement de 78 procès-verbaux de poursuites judiciaires, précise la même source.

Ainsi, des mesures conservatoires adminis-

tratives ont été prises par les services de contrôle, qui porte sur la saisie de marchandises d'une quantité estimée à 1,612,43 tonnes et 51,080 litres d'huile de table subventionnée, d'une valeur globale de 216,11 millions de dinars.

Les quantités saisies comprennent 843,49 tonnes de banane et 768,74 tonnes d'autres denrées alimentaires de large consommation telles que la semoule, la farine, le sucre, le lait, les pâtes alimentaires, la pomme de terre.

Selon le bilan du ministère, 79% des interventions concernent le commerce de détail avec 17,953 interventions, 16% pour le commerce de gros (3,662 interventions), 4% pour les entreprises de production (833) et enfin 1% pour les locaux des importateurs (339).

ENFANCE

Les pays riches accusés par l'Unicef de mettre en danger les enfants du monde

Les pays riches créent des conditions de vie dangereuses pour les enfants du monde entier, selon un rapport du Centre de recherche Innocenti de l'Unicef publié mardi, qui les appelle à réduire la production de déchets, la pollution atmosphérique et aquatique.

Le Centre a analysé 39 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Union européenne (UE) selon différents critères: pesticides, humidité du domicile, plomb, accès à la lumière, déchets...

Si l'Espagne, l'Irlande et le Portugal sont des bons élèves, aucun des pays étudiés ne fournit des environnements sains aux enfants, selon le rapport.

L'Australie, la Belgique, le Canada ou les Etats-Unis ne le garantissent pas aux enfants vivant sur leur sol, tandis que les pays les moins riches, en Amérique latine et Europe, ont un impact beaucoup moins prononcé sur l'état général de la planète, affirme-t-il.

"Non seulement la majeure partie des pays riches ne par-



viennent pas à fournir à leurs propres enfants un cadre de vie sain, mais pire, ils contribuent à la destruction de celui d'autres enfants, ailleurs dans le monde", dénonce dans un communiqué Gunilla Olsson, directrice du Centre Innocenti. Dans les 39 pays

étudiés, plus de 20 millions d'enfants ont des niveaux élevés de plomb dans le sang, précise le rapport. Si la Finlande, l'Islande et la Norvège sont en tête pour fournir un environnement sain à leur propre jeunesse, ils se situent à l'inverse aux dernières places au vu de

leur impact sur la planète en matière de taux d'émissions, de volume de déchets électroniques et de niveau de consommation. En Islande, en Lettonie, au Portugal et au Royaume-Uni, un enfant sur cinq est exposé à l'humidité et aux moisissures chez lui, tandis qu'à Chypre, en Hongrie et en Turquie, cette situation concerne plus d'un enfant sur quatre. De nombreux enfants respirent un air toxique à l'extérieur comme à l'intérieur, notamment au Mexique au contraire de la Finlande et du Japon, note aussi le rapport.

En Belgique, en Israël, aux Pays-Bas, en Pologne, en République tchèque et en Suisse, plus d'un enfant sur douze est exposé à des taux élevés de pollution liée aux pesticides, note aussi le rapport.

IRAN

10 morts après l'effondrement d'un bâtiment en construction

Dix personnes ont péri et des dizaines d'autres seraient piégées après l'effondrement d'un bâtiment inachevé dans le sud-ouest de l'Iran, selon un nouveau bilan donné par le Croissant-Rouge iranien.

Selon la même source, les équipes de sauvetage ont retiré 35 personnes des débris de

l'immeuble de 10 étages de Metropol à Abadan. Un précédent bilan a fait état de quatre morts. Des photos ont montré que des planchers de béton et des poutres d'acier étaient tombés sur la rue en contrebas, écrasant plusieurs voitures. Les autorités ont déclaré que la cause de l'effondrement fai-

sait l'objet d'enquête. Le bâtiment se trouvait sur la "rue centrale la plus fréquentée de la ville", où les immeubles environnants sont principalement dédiés à des activités "commerciales, médicales" ou accueillent "des bureaux", à l'instar de l'immeuble qui s'est effondré, a indiqué le média iranien.

2 pilotes tués dans le crash d'un avion de combat

Deux pilotes ont trouvé la mort mardi en Iran dans le crash d'un avion F-7 d'entraînement militaire dans le centre du pays, a annoncé la télévision d'Etat, parlant d'un accident. "Deux pilotes de l'avion ont été tués dans l'accident qui s'est produit ce matin dans la région d'Anarak" dans la province d'Isfahan, a annoncé Iribnews, le site de la télévision. L'appareil, qui appartenait à l'armée de l'air iranienne,

avait décollé depuis la base aérienne d'Isfahan pour des exercices d'entraînement dans la région d'Anarak, a précisé la même source. L'avion, dont la mission était "l'entraînement au tir", s'est écrasé à 08h10 (03h40 GMT), a indiqué à l'agence officielle Irna le vice-gouverneur d'Isfahan, Mohammad-Reza Jannessari. Les raisons exactes de l'accident font objet d'une enquête, a-t-il ajouté.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Ebola : 5 cas signalés depuis la 14^e épidémie (OMS)

La République démocratique du Congo (RDC) a signalé cinq cas de maladie à virus Ebola en date du 21 mai depuis le début de la dernière épidémie dans le nord-ouest du pays, a annoncé mardi le bureau local de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Cette 14^e épidémie s'est déclarée fin avril dans la province de l'Equateur (nord-ouest), a-t-il tweeté, précisant que les cinq patients diagnostiqués sont morts. A ce jour, 234 contacts ont été identifiés et sont sous sur-

veillance, tandis que 1.013 personnes, dont des personnels de première ligne, ont été vaccinées, toujours selon l'OMS.

Le patient zéro, un homme de 31 ans, a commencé à ressentir des symptômes le 5 avril et, après plus d'une semaine de soins à domicile, s'est fait soigner dans un établissement de santé local.

Le 21 avril, il a été admis dans un centre de traitement Ebola pour des soins intensifs, mais est décédé dans la nuit, selon les

autorités sanitaires. La RDC a connu 14 épidémies d'Ebola depuis 1976. Il y en a eu six depuis 2018, soit le rythme le plus fréquent de l'histoire du pays. Dans la province de l'Equateur, les précédentes flambées remontent à 2020 et 2018, avec respectivement 130 et 54 cas enregistrés, selon l'OMS. En décembre 2021, la RDC avait déclaré la fin de sa 13^e épidémie d'Ebola, avec huit cas confirmés et trois probables, dont six décès, recensés au Nord-Kivu (nord-est).

BRÉSIL

Les aérosols augmentent de 90% le rayonnement dans le Pantanal

Les substances libérées dans l'air par les incendies peuvent avoir un impact sur les températures et les précipitations dans le Pantanal, une grande écorégion terrestre du sud-ouest du Brésil, écrit l'agence de presse Agencia Brasil. Ces

minuscules particules, appelées aérosols, créent une barrière permettant aux rayons du soleil d'atteindre la terre.

Durant la saison sèche, cette dispersion du rayonnement solaire augmente de près de 90 %, explique la même source.

Ces constats sont issus d'une recherche menée en partenariat entre l'Université fédérale du Mato Grosso et l'Université de Sao Paulo et qui a mesuré, entre 2017 et 2019, la quantité d'aérosols et la capacité d'absorption et de diffusion des

rayons solaires. Professeur à Federal do Para, Rafael Palacios, qui fait partie de l'équipe de recherche, a souligné qu'il y a des indications que les effets des incendies peuvent modifier la dynamique de la végétation dans le Pantanal.

MIGRATIONS

Libye : 629 migrants illégaux secourus au large des côtes du pays la semaine dernière

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé lundi que 629 migrants clandestins avaient été renvoyés en Libye après avoir été secourus au large des côtes du pays la semaine dernière.

Selon un communiqué de l'OIM, 629

migrants ont été débarqués sur les côtes libyennes du 15 au 21 mai. Un total de 6.340 migrants illégaux ont été secourus et renvoyés en Libye jusqu'à présent en 2022, dont 510 femmes et 273 mineurs, a indiqué l'OIM, ajoutant que 129 migrants illégaux sont morts et 459 autres ont dis-

paru sur la route de la Méditerranée centrale en 2022. Selon l'OIM, en 2021, un total de 32.425 migrants illégaux ont été secourus et renvoyés en Libye, tandis que 662 sont morts et 891 autres ont disparu au large des côtes libyennes sur la route de la Méditerranée centrale.

ETATS UNIS

Les naissances ont augmenté en 2021 pour la première fois en sept ans (autorités sanitaires)

Le nombre de naissances a légèrement augmenté en 2021 aux Etats-Unis, ce qui n'était pas arrivé depuis sept ans, révèle des données provisoires publiées mardi par les autorités sanitaires américaines.

Quelque 3.659.289 naissances ont été enregistrées dans le pays l'année dernière, soit environ 1% de plus qu'en 2020, a rapporté le Centre national des statistiques de santé (NCHS). Depuis 2014, le nombre de naissances n'avait cessé de décliner, en moyenne de 2% par an, et même de 4% en 2020.

La baisse en 2020 avait très certainement été accentuée par la pandémie de Covid-19, selon les autorités américaines, même si elle suivait une tendance de fond.

Il se pourrait ainsi que les couples ayant temporairement repoussé leur projet d'enfant cette année-là alimentent le rebond observé en 2021. Le taux de fécondité en 2021 était de 1,66 enfant par femme, là aussi en hausse de 1% par rapport à l'année précédente -- qui avait établi un plus bas historique.

Malgré cette légère augmentation, ce taux de fécondité reste bien en dessous du taux nécessaire pour qu'une génération se renouvelle (2,1 enfants par femme), sous lequel les Etats-Unis sont passés en 1971.

Chez les adolescentes de 15 à 19 ans, le taux de naissances a atteint un nouveau plus bas de 14,4 naissances pour 1.000 femmes (-6% par rapport à 2020). Le taux de naissances pour cette tranche d'âge a baissé de 65% depuis 2007, année depuis laquelle il n'a cessé de diminuer, a noté le NCHS.

Par ailleurs, le taux de naissances prématurées a augmenté de 4% en 2021 par rapport à l'année précédente, pour atteindre un plus haut depuis au moins 2007.

La ville de New York débranche son dernier kiosque téléphonique

La ville de New York a débranché lundi son dernier kiosque téléphonique à pièces, le célèbre "payphone booth", remplacé depuis quelques années par des bornes WiFi gratuites. Mais que les fans de Superman se rassurent: Manhattan a conservé quatre cabines téléphoniques fermées, celles dans lesquelles le journaliste Clark Kent se change en super-héros. Lundi matin, New York a mis fin à un mythe popularisé dans la culture populaire durant des décennies de BD, photo, cinéma et télévision.

Devant la presse, les autorités municipales et le président (l'équivalent du maire) de l'arrondissement de Manhattan Mark Levine ont fait démonter et déposer sur un camion le dernier "booth" abritant deux téléphones, qui trônait à l'angle de la 7^e avenue et de la 50^e rue, au centre de l'île new-yorkaise, marqué du logo de cloche bleue de la société de télécommunications Bell System.

Les téléphones publics filaires ont commencé à disparaître des rues de New York au début des années 2000 à mesure qu'apparaissent les téléphones portables, puis dans les années 2010 avec l'explosion des smartphones. A par tir de 2015, Manhattan a accéléré l'installation de milliers de bornes LinkNYC offrant du WiFi et des appels locaux gratuits. Ces nouveaux kiosques devraient progressivement être reliés au réseau 5G.

"C'est vraiment la fin d'une époque, mais aussi, on l'espère, le début d'une nouvelle ère avec un accès plus égalitaire à la technologie", a vanté M. Levine, en allusion aux quartiers du nord de Manhattan, Harlem notamment, moins bien couverts par les réseaux téléphoniques et internet. D'après la presse locale, Manhattan a conservé quatre cabines téléphoniques à l'ancienne (avec ou sans porte battante) dans le plus huppé Upper West Side, sur l'avenue West End au niveau des 66^e, 90^e, 100^e et 101^e rues.

TAMANRASSET Plus de 2.500 consultations médicales spécialisées effectuées

Plus de 2.500 consultations médicales et de 210 interventions chirurgicales ont été effectuées au niveau de l'hôpital de Tamanrasset, dans le cadre d'une caravane médicale de solidarité, a-t-on appris mardi des organisateurs.

Menée cinq jours durant à l'initiative du bureau de l'Organisation du développement industriel et du changement futur de la wilaya de Tamanrasset, la caravane médicale de solidarité était encadrée par un staff composé de spécialistes en Oto-rhinolaryngologie (ORL), traumatologie, urologie, pédiatrie et autres, en plus de paramédicaux, a indiqué le président du bureau de l'Organisation, Moulay Lahcen Berrichi.

L'action de solidarité, ayant permis d'assurer des prestations médicales spécialisées gratuites, a été favorablement accueillie par les malades, leur épargnant les déplacements vers des structures médicales dans d'autres wilayas pour des motifs de soins spécialisés, a souligné le président du bureau de l'Organisation du développement industriel et du changement futur de la wilaya de Tamanrasset.

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES Mesures proactives dans les wilayas du centre

Des mesures proactives contre le risque des intoxications alimentaires durant la saison estivale ont été engagées par la direction régionale du commerce et de la promotion des exportations de la zone de Blida, a-t-on appris, lundi, auprès de cette structure.

"Ces mesures, inscrites dans le cadre de la préservation de la santé publique et de la prévention des cas d'intoxications durant la saison estivale, ont été mises en œuvre au niveau des wilayas du Centre relevant de la DRC-Blida, à savoir Blida, Tizi-Ouzou, Bouira, Médéa, Ain Defla et Djelfa", a indiqué, à l'APS, la directrice régionale du commerce, Samia Ababsa.

La responsable a signalé, à ce titre, le lancement par les services concernés, d'opérations de contrôle des entreprises spécialisées dans les produits périssables et sensibles, dont le lait et dérivés, les jus et boissons gazeuses et l'eau minérale, afin de s'assurer de l'origine et des dates de péremption des matières premières utilisées, tout en prélevant des échantillons de ces produits pour des analyses au niveau des laboratoires du secteur du commerce.

Le contrôle concerne également les conditions d'hygiène et de stockage, dont le non-respect de ces consignes figure parmi les principales causes de détérioration des produits, particulièrement au niveau des laiteries.

De nombreux cas d'intoxications signalés notamment à Blida, sont dus à la consommation de lait impropre à la consommation, selon Mme. Ababsa.

La direction régionale de Blida œuvre aussi à mettre un terme au phénomène d'exposition de produits périssables, en plein soleil, sans le moindre respect des conditions de conservation et stockage, a souligné la même responsable.

A ce titre, des opérations de contrôle se feront au niveau des marchés, et une instruction interdisant le transport de boissons à bord de camions et véhicules sans protection contre le soleil, a été émise.

A noter que le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig avait affirmé, en marge de sa visite de travail, samedi dernier à Blida, la prise de toutes les mesures préventives nécessaires pour un été sans intoxications alimentaires, à travers la mobilisation des équipes de contrôle et un soutien des laboratoires du secteur, appelés à intensifier leur activité de contrôle, même pendant les jours fériés et les week-ends.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 5 nouveaux cas et aucun décès

Cinq (5) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19) et quatre (4) guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun cas de décès n'a été recensé ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, mardi, le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 265860, celui des décès demeure inchangé, soit 6875 cas, alors que le nombre total des patients guéris passe à 178397 cas. Par ailleurs, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, précise la même source, ajoutant que 45 wilayas n'ont enregistré aucun cas et 3 wilayas ont recensé entre 1 et 9 cas.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

HÔPITAL FRANZ FANON DE BLIDA Nécessité d'un service des urgences en Urologie

Les responsables du service Urologie de l'établissement hospitalier spécialisé (EHS) dans la greffe d'organes et de tissus du CHU Franz Fanon de Blida ont exprimé le souhait de le renforcer avec un service des urgences "dans les meilleurs délais" en vue d'une meilleure prise en charge des malades.

"Le service urologie accueille un nombre considérable de malades de différentes régions du pays, en raison de la hausse, ces dernières années, du nombre des personnes atteintes de pathologies urinaires", a indiqué à l'APS le chef de service le Pr. Ould Larbi Sid Ahmed.

Aussi, il est nécessaire de le doter d'un service des urgences médicales pour une meilleure prise en charge des patients, a-t-il souligné.

L'ouverture de ce service des urgences permettra de réduire les déplacements des malades vers les hôpitaux des wilayas voisines, dont le service des urgences de l'hôpital Lamine Debaghine d'Alger, et de s'assurer aux



malades une meilleure et plus rapide prise en charge, a précisé le Pr. Ould Larbi.

Le chef du service Urologie a, par ailleurs, souligné le rôle "important" dévolu à cette structure dans la prise en charge des malades de différentes wilayas.

Depuis sa création en 2017, ce service a réalisé 200.000 examens médicaux des voies urinaires, outre une moyenne annuelle de 300 opérations de fragmentation des calculs, et de 500 interventions chirurgicales/an.

A cela s'ajoute la réalisation de plus d'une cinquantaine d'opérations d'ablation de la vessie (cystectomie)/an, pour des malades issus, en majorité, d'autres wilayas, dont Ain Defla, Tipasa, Chlef, Laghouat, Msila, Ouargla, Tissemsilt et autres.

Le même service, qui n'est pourtant doté que de 24 lits, réalise, également plus de 400 opérations de chirurgie endoscopiques/an.

Ces chiffres reflètent, selon le même responsable, la "hausse significative des cas d'atteintes reçus au niveau de ce service

Urologie", en dépit de la disponibilité de services similaires dans les wilayas d'Alger, Chlef, Mostaganem, Oran, et Sidi Belabbes, voire même dans l'Est du pays.

Pour sa part, le Dr. Adel Boumaaza, du même service, a déploré les répercussions de la pandémie du Coronavirus sur les activités de cette structure, suite notamment à son affectation, durant deux pics de cette pandémie, à la prise en charge des malades infectés par la Covid-19.

Cela a eu pour conséquence, l'enregistrement, aujourd'hui, plus de 2000 malades inscrits en liste d'attente.

Pour remédier à cette situation, le staff médical de ce service espère son renforcement avec des équipements supplémentaires de nature à relever le nombre des interventions chirurgicales par laparoscopie, en plus de blocs opératoires.

Le service qui dispose actuellement de seulement deux blocs opératoires a, également, besoin de lits supplémentaires, pour atténuer la pression.

AÏN TEMOUCHENT Des interventions chirurgicales dans le cadre du jumelage avec le CHU d'Oran

Une équipe médicale composée de spécialistes en chirurgie générale, de gynécologie et obstétrique du CHU d'Oran ont entamé une série d'interventions chirurgicales au niveau de l'établissement hospitalier spécialisé mère-enfant d'Aïn Temouchent, dans le cadre du jumelage entre les deux établissements, a-t-on appris, lundi, du directeur local de la santé et de la population, Hadj Betouaf.

Cette initiative, lancée vendredi, vise à combler les lacunes enregistrées dans quelques spécialités médicales dans la wilaya comme la gynécologie et obstétrique, a précisé le même responsable.

Ce jumelage entre le CHUO et l'éta-

blissement hospitalier spécialisé mère-enfant d'Aïn Temouchent permet d'éviter le transfert des cas enregistrés dans cette spécialité hors de la wilaya, a déclaré M. Betouaf. Le secteur de la santé et de la population compte beaucoup sur le jumelage avec le CHU d'Oran, qui est encadré par des spécialistes en chirurgie générale, gynécologie et obstétrique. Dans ce cadre, des équipes médicales spécialisées poursuivront un système de rotation par étapes, pendant une année entière, a-t-on fait savoir. Pour sa part, le Pr Mohamed Boubekeur, spécialiste en chirurgie générale au CHU d'Oran, a souligné que ce jumelage médical permettra d'entre-

prendre des interventions complexes, ainsi que d'offrir un espace de formation continue pour le personnel médical et paramédical de l'établissement hospitalier spécialisé mère-enfant d'Aïn Temouchent.

De son côté, le Pr Hassan Boucherit, spécialiste en gynécologie-obstétrique, a souligné l'importance de la formation continue dans le domaine médical, notamment dans son domaine de spécialisation, qui permet une bonne prise en charge du patient et la promotion de performance dans une perspective de santé de proximité, notamment en ce qui concerne la santé des femmes enceintes et du fœtus.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Appel à organiser "El Djazaïr Healthcare" dans d'autres pays africains

Le président de la Fédération internationale pharmaceutique (FIP) pour l'Afrique, Prosper Hiag, a appelé lundi à Dakar (Sénégal) à organiser le Salon de l'industrie pharmaceutique "El Djazaïr Healthcare", dont la première édition s'est tenue au Sénégal, dans d'autres pays africains.

Dans une déclaration à l'APS en marge de la clôture de la première édition du Salon pharmaceutique "El Djazaïr Healthcare" (17-20 mai 2022), M. Hiag a encouragé l'Algérie à "poursuivre

ses efforts pour l'organisation d'expositions analogues dans les autres pays africains après l'édition sénégalaise" qui a montré, a-t-il dit, "le niveau atteint par l'industrie pharmaceutique algérienne".

Selon lui, l'industrie pharmaceutique s'est développée en Afrique grâce à "la volonté politique des pays africains qui, après avoir cerné les besoins de leurs citoyens en médicaments, ont mobilisé des ressources humaines qualifiées pour accompagner le secteur et mis les moyens nécessaires". La coopération

régionale dans ce domaine "s'impose comme une évidence pour libérer les pays du continent de la dépendance en matière de médicaments et de santé en général", a-t-il soutenu, insistant notamment sur l'importance de la coopération dans le domaine scientifique, pédagogique et de la formation.

M. Hiag a, par ailleurs, appelé à aider les étudiants africains à bénéficier de bourses dans les universités algériennes afin de contribuer à relever le défi auquel sont confrontés les systèmes

de santé dans la région. Evoquant la situation épidémiologique liée au Covid-19, il a salué les efforts consentis par les autorités algériennes pour renforcer le système de santé par la mobilisation de grandes quantités de vaccins, d'un nombre suffisant de masques de protection et d'importantes quantités d'oxygène et de solution hydroalcoolique à travers l'intensification de sa production locale, rappelant que l'Algérie a aidé certains pays de la région pendant la pandémie.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

CHINE

La partie continentale signale 141 nouveaux cas transmis localement

La partie continentale de la Chine a signalé lundi 141 cas confirmés de Covid-19 transmis localement, dont 58 à Shanghai et 41 à Pékin, a déclaré la Commission nationale de la santé mardi.

Outre ces deux métropoles, de nouveaux cas ont été rapportés dans six autres régions de niveau provincial de la partie continentale de la Chine, y compris 19 au Sichuan et 16 à Tianjin.

Shanghai a également rapporté lundi 422 infections asymptomatiques transmises localement, sur un total de 498 porteurs asymptomatiques locaux nouvellement identifiés sur la partie continentale.

Après le rétablissement de 474



patients de la Covid-19 lundi, 3.956 cas confirmés restaient hospitalisés à travers la partie continentale de la Chine.

Un nouveau décès lié à la Covid-19 a été signalé à Shanghai, d'après la commission.

Appel à l'adhésion massive à la politique dynamique zéro COVID (Vice-Première ministre)

La vice-Première ministre chinoise Sun Chunlan a appelé lundi à adhérer à la politique dynamique zéro COVID et à adopter des mesures plus détaillées pour rompre toutes les chaînes de transmission de la COVID-19 dans les communautés.

Mme Sun, également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, a fait ces remarques lors d'une tournée d'inspection à Pékin. Elle a appelé aux efforts visant à renforcer l'enquête et le suivi épidémiologiques, le transfert et la mise en quarantaine, afin d'assurer la santé et la sûreté de la population, ainsi que l'ordre normal de la production et de la vie. La

situation épidémiologique actuelle à Pékin reste contrôlable dans son ensemble, mais il y a eu des cas sporadiques dans quelques localités, a indiqué Mme Sun, ajoutant que les efforts d'endiguement de la COVID-19 ne doivent pas être relâchés.

Elle a également appelé aux efforts visant à accélérer le traitement des cas groupés et à organiser correctement les tests d'acide nucléique pour détecter les infections à une date précoce, et dans le même temps, à assurer que les besoins de base soient satisfaits, ainsi que les besoins de la population en matière de traitement médical.

ETATS UNIS

Plus de 100.000 cas d'infection signalés chez l'enfant en une semaine

Plus de 107.000 cas d'infection au nouveau coronavirus chez l'enfant ont été signalés la semaine dernière aux Etats-Unis, soit une hausse d'environ 72% par rapport à deux semaines auparavant, selon le dernier rapport de l'Académie américaine de pédiatrie (AAP) et l'Association des hôpitaux pour enfants (CHA).

Il s'agit de la sixième augmentation hebdomadaire consécutive du nombre de cas dans cette tranche d'âge, a indiqué le rapport publié lundi, repris par des médias.

Près de 13,3 millions d'enfants ont été testés positifs depuis le début de la pandémie dans le pays, dont plus de 316.000 ces quatre dernières semaines, d'après le document, ajoutant que les cas

infantiles constituent 19% du total national. Depuis le début de l'année en cours, près de 5,4 millions de cas d'infection chez l'enfant ont été signalés aux Etats-Unis.

L'APP, estime "urgent" de recueillir davantage de données spécifiques à l'âge pour évaluer la gravité de la maladie liée aux nouveaux variants, ainsi que les effets potentiels à plus long terme.

"Il est important de reconnaître que la pandémie a des effets immédiats sur la santé des enfants, mais nous devons surtout identifier et traiter les impacts à long terme sur le bien-être physique, mental et social de cette génération d'enfants et de jeunes", a-t-elle ajouté.

VACCIN

Chine : un vaccin de rappel à inhaler, "sûr et efficace" (étude)

Un essai clinique réalisé en Chine a montré qu'un vaccin de rappel contre la Covid-19 à inhaler "est sûr et efficace" chez les adultes. Les scientifiques dirigés par Chen Wei de l'Académie des Sciences médicales militaires en Chine ont mis au point un vaccin à base de vecteur d'adénovirus de type 5 contre la Covid-19 (Ad5-nCoV) en aérosol administré par inhalation orale, selon

l'agence Chine Nouvelle. Le groupe de Mme Chen et les chercheurs du Centre provincial de contrôle et de prévention des maladies du Jiangsu ont mené un essai randomisé, ouvert et contrôlé pour évaluer la sécurité et l'immunogénicité du vaccin en tant que dose de rappel chez 420 adultes chinois qui avaient déjà reçu deux doses de vaccin inactivé. Selon l'étude publiée récemment

dans la revue Lancet Respiratory Medicine, les résultats ont montré que le groupe ayant reçu la dose faible avait une concentration d'anticorps neutralisants sériques de 744,4 et celui qui a reçu la dose élevée en avait de 714,1, 14 jours après la dose de rappel, soit une concentration nettement plus élevée que celle du groupe témoin, qui était de 78,5. Les anticorps neutralisants induits

par le vaccin peuvent se lier au coronavirus et l'empêcher d'infecter les cellules.

De plus, seuls 26 et 33 participants ont signalé des effets indésirables dans le groupe ayant reçu la dose faible et celui ayant reçu la dose élevée, respectivement, dans les 14 jours suivant la vaccination de rappel, ce qui est nettement moins que les 54 cas signalés dans le groupe témoin, selon l'étude.

MAURICE

Lancement de la vaccination des enfants âgés de 5 à 11 ans

La campagne de vaccination contre la COVID-19 a connu une nouvelle phase à Maurice, avec le lancement de la vaccination des enfants âgés de 5 à 11 ans ce lundi.

Dans une déclaration, la vice-Première ministre et ministre de l'Education, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Leela Devi Dookun-Luchoomun, a souligné "l'importance pour les enfants de recevoir les vaccins qui contribueront à les protéger ainsi que les membres de

leur famille". Elle a indiqué que "les vaccins s'étaient avérés efficaces dans le monde entier, tout en ajoutant que les parents et leurs enfants recevaient des informations détaillées sur les effets du vaccin avant l'administration".

Le nouveau représentant par intérim de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Maurice, Indrajit Hazarika a déclaré qu'il était "important de vacciner les enfants de cette tranche d'âge car cela réduit leur risque d'être infectés".

Il a ajouté que "les vaccins sont effi-

caces et ont des effets secondaires légers sur les enfants". Selon les derniers chiffres du ministère de la Santé publiés lundi, 79% de la population mauricienne ont reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19, alors que 76,5% de la population en ont reçu deux doses et que 50% de la population en ont également reçu une dose de rappel.

La situation de la pandémie est désormais stable à Maurice avec moins de 25 cas détectés quotidiennement pour une population de 1.275.758 habitants.

BRÉSIL

Fin de l'état d'urgence

Le Brésil, l'un des pays les plus durement touchés par le coronavirus, a mis fin officiellement dimanche à l'état d'urgence sanitaire lié au covid-19, qui a duré deux ans et trois mois pour contrer une pandémie qui a fait 665.000 morts.

Le ministre de la Santé, Marcelo Queiroga, avait annoncé la mesure en avril dernier, mais a accordé un délai de 30 jours pour son entrée en vigueur, afin que les Etats et les municipalités puissent s'adapter à la nouvelle réalité.

Le gouvernement a alors décidé d'abaisser l'alerte nationale en raison de "la progression de la campagne de vaccination", qui a permis l'immunisation de 77% de la population du Brésil (213 millions d'habitants).

Cependant, le pays sud-américain connaît actuellement un léger rebond des cas de SRAS-CoV-2 qui a une nouvelle fois mis les institutions médicales en état d'alerte.

Selon les données de la Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz), l'un des centres de recherche médicale les plus prestigieux d'Amérique latine, les infections au covid-19 sont redevenues prédominantes parmi les causes d'hospitalisation pour syndrome respiratoire aigu sévère (42 % des cas).

Toutefois, le Brésil est aujourd'hui très loin des près de 200.000 personnes infectées par jour qu'il comptait en moyenne au début de cette année ou des 3.000 décès par jour en avril 2021, au pire moment de la pandémie.

La moyenne actuelle des cas est de près de 14.000 positifs et le nombre de décès est d'une centaine, selon le Conseil national des secrétaires à la santé (Conass).

Le Brésil est le deuxième pays au monde avec le plus de décès liés au coronavirus (665 528), derrière les Etats-Unis, et le troisième avec le plus grand nombre de cas (30,8 millions), après les Etats-Unis et l'Inde.

PANDÉMIE - ONU

La pandémie de Covid-19 est "loin d'être terminée", avertit le directeur général de l'OMS

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a assuré lundi à Genève que la pandémie de Covid-19 était "loin d'être terminée". "Comme je l'ai dit hier, la pandémie est loin d'être terminée.

Et alors même que nous continuons à la combattre, nous sommes également confrontés à la tâche de remettre en état les services de santé essentiels, 90 % des Etats membres ayant signalé des perturbations dans un ou plusieurs services de santé", a indiqué le directeur général de l'OMS.

Au cours de la 75e Assemblée mondiale de la santé, il a déclaré que la pandémie de Covid-19 avait clairement démontré que le monde avait besoin de l'OMS.

"Nous avons besoin d'une OMS plus forte et financée de manière durable au centre de l'architecture mondiale de sécurité sanitaire", a-t-il affirmé lors de cette assemblée annuelle.

"Je suis fier de pouvoir dire que cette organisation fait une différence, que ce soit de manière petite ou grande, visible ou invisible", a-t-il ajouté. Peu avant la pandémie, l'OMS estimait qu'à peine 270 millions de personnes supplémentaires seraient entièrement couvertes d'ici 2023, soit 730 millions de personnes de moins que son objectif de 1 milliard. "Les perturbations subies par les services de santé pendant la pandémie nous ont fait régresser, et nous estimons désormais que le déficit (de personnes entièrement couvertes) pourrait atteindre 840 millions", a indiqué le directeur général de l'OMS, soulignant que les gouvernements devaient placer la santé de leurs citoyens au centre de leurs plans de développement et de croissance.

Faire aimer les légumes aux enfants, une question de patience

Des chercheurs britanniques viennent de montrer que, pour faire aimer les légumes aux enfants, il faut avant tout multiplier les tentatives avant l'âge de deux ans.

Les épinards ? Ils détestent ça. Les artichauts ? Hors de question. Les haricots verts ? Ils n'en veulent pas non plus. Faire manger des légumes aux enfants peut parfois être un vrai parcours du combattant... Mais pas question non plus de les laisser se gaver de pâtes et de frites !

Une étude menée par des chercheurs de l'université de Leeds (Royaume-Uni) et publiée dans la revue scientifique *PLoS One* dévoile aujourd'hui la solution ultime pour faire aimer les légumes aux enfants. En fait, tout est une histoire de temps : ces chercheurs en sciences psychologiques ont en effet montré que, si les parents font entre 5 et 10 « tentatives légumes » avec leurs enfants avant que ceux-ci n'atteignent l'âge fatidique de 2 ans, les bambins seront nettement moins difficiles par la suite.

Tout se joue avant l'âge de deux ans

Pour en arriver à cette conclusion, l'équipe a proposé de la purée d'artichauts à



près de 330 bébés issus de trois pays et âgés de 4 à 38 mois. Chaque enfant a été l'objet de 5 à 10 tentatives de proposition de légumes. Surprise : les enfants les plus jeunes se sont plus rapidement laissés convaincre par la purée d'artichauts que leurs aînés... La limite d'âge ? Deux ans. La « charnière » (selon les chercheurs) à partir de laquelle les enfants deviennent plus difficiles et rejettent plus facilement les aliments. En résumé, plus l'introduction du légume est précoce dans les repas de l'enfant, plus le légume en question a de chances de devenir une habitude alimentaire...

Autre résultat surprenant lors de l'expérience, la purée d'artichauts était déclinée sous trois formes : naturelle (donc sans additifs), adoucie (c'est-à-dire sucrée) et enrichie (en lipides). Résultat : les bébés n'ont fait aucune différence entre les trois préparations, qui ont été consommées en quantités égales. Si vous aviez l'habitude de noyer les carottes de bébé sous une tonne de ketchup, cette étude montre donc que c'est totalement inutile...

Bébé : Les petits pots trop pauvres en nutriments

Les aliments prêts-à-consommer pour bébés seraient moins intéressants nutritionnellement que les « faits maison », selon une étude écossaise.

Les compotes et purées maison n'ont rien à envier aux plats préparés vendus dans les rayons alimentaires pour bébés. C'est ce qu'affirme une étude de l'université de Glasgow en Ecosse. Les chercheurs ont comparé en 2010 et 2011 l'apport nutritionnel mentionné sur différents aliments pour bébés vendus au Royaume-Uni avec la version équivalente cuisinée maison.

En tout 462 produits dont 364 prêts à l'emploi des marques Heinz, Cow & Gate, HIPP Bio, Boots, Ella's Kitchen et Organix ont été analysés. 44% des plats prépa-

rés étaient destinés aux enfants de 4 mois et plus.

L'apport énergétique, les protéines, les glucides, les matières grasses, le sucre, le sel, le fer et le calcium ont été pris en compte par les chercheurs.

Les résultats, publiés dans *Archives of Disease in Childhood*, montrent qu'un plat préparé salé contient deux fois moins de protéines et de nutriments qu'un fait-maison. Autrement dit, pour avoir l'équivalent en nutriments d'un pot de 50g maison, un bébé devrait manger 100 g de plat déjà préparé.

Du côté des aliments sucrés, les prêts-à-consommer s'en sortent mieux que les salés puisque le calcium et le fer sont présents en quantité comparable aux aliments maison. En revanche, le tout pré-

paré apporterait trop de sucre et pas assez de protéines.

Pareil que le lait maternel

Préparer soi-même les repas de bébé garantit une alimentation plus diversifiée pour bébé que les plats industriels, concluent les chercheurs. « La plupart des produits prêts-à-consommer ont la même valeur énergétique que le lait maternel, et sont généralement beaucoup moins riches en nutriments que les faits maison », résume le professeur Charlotte Wright, interrogé par Skynews. « Les mères pensent qu'en choisissant des plats préparés, elles donnent quelque chose de différent et de plus nourrissant que le lait maternel, mais en réalité c'est la



même chose, et avant l'âge de six mois, le lait maternel est tout à fait suffisant». En réaction à cette étude, le Secteur français des Aliments de l'Enfance, syndicat du secteur, a souhaité rappeler que les petits pots constituent « une offre

de qualité en toute sécurité pour accompagner les bébés ». Avant d'être mis sur le marché, un petit pot est soumis à « 165 contrôles » de qualité et que « l'emploi des colorants, conservateurs et colorants est interdit ».

Alimentation des petits : 5 erreurs à ne pas commettre



C'est entre 1 et 3 ans que les enfants grandissent le plus vite. Pour bien accompagner leur croissance, il y a certaines erreurs alimentaires à ne pas commettre. Le point avec le Dr Vidalhet, professeur de pédiatrie à la faculté de Nancy.

Diversification alimentaire : attention au sucre

Spontanément, les enfants ont une appétence particulière pour le sucre et les produits sucrés. Ce goût se renforce lorsqu'ils consomment des biscuits ou des boissons sucrées. Aussi, dans la journée, n'hésitez pas à limiter la consommation de gâteaux, crèmes desserts et boissons sucrées car ils représentent un apport énergétique important, qui

risque de se faire au détriment d'aliments de meilleure valeur nutritionnelle.

Bien sûr, pour familiariser votre enfant avec les aliments « utiles », c'est-à-dire peu caloriques et à haute valeur nutritionnelle, il faut aussi que vous montriez l'exemple : vous aussi, accordez-vous uniquement des grignotages autorisés !

PRÉMATURÉS

26 semaines, le repère majeur pour le pronostic de l'enfant



L'âge gestationnel des petits prématurés en dirait long sur leur taux de survie, d'après une nouvelle étude espagnole. Au-delà de 26 semaines, le nouveau-né aurait de grandes chances de survie, sauf complications éventuelles.

Le seuil d'amélioration du pronostic vital des bébés prématurés serait fixé à 26 semaines, d'après une étude espagnole publiée dans la revue scientifique *Annales de Pédiatrie*.

Ménée sur 3 236 bébés, l'étude révèle que la survie de nouveau-nés à moins de 23 semaines (soit moins de six mois de grossesse) est exceptionnelle, et entraîne souvent des complications et une hospitalisation lourde.

En revanche, les scientifiques espagnols ont constaté, grâce aux données du registre national des naissances, que le taux de survie augmente de 22 à 26 semaines, passant de 12,3% à plus de 70% de chance de survie.

Les chercheurs ont également calculé que, passé 25 semaines, les enfants prématurés avaient un taux de survie sans complications de près de 30%, contre 15% seulement pour les nouveau-nés de 23 semaines. L'hémorragie intracrânienne, les lésions de la substance blanche du cerveau, les affections broncho-pulmonaires et les affections rétinéliennes représentent les complications les plus souvent observées.

L'étude souligne malgré tout, que si ce seuil de 26 semaines est à prendre en compte, d'autres facteurs interviennent pour le pronostic du prématuré : le poids de naissance, le sexe de l'enfant (des filles ayant de meilleures chances de se développer normalement), la prise prénatale de corticoïdes chez la mère.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 15 millions d'enfants naissent prématurément chaque année dans le monde, ce qui représente 1 bébé sur 10. Plus d'un million de ces prématurés décèdent à la suite de complications, alors que bon nombre de survivants souffrent de troubles visuels et auditifs ainsi que de retards d'apprentissage par la suite.

D'après l'OMS, les grossesses multiples, les infections et maladies chroniques, le diabète, l'hypertension et les facteurs génétiques constituent les causes courantes de naissances prématurées. Certains produits de notre environnement, comme les phthalates semblent également augmenter le risque, même si l'affirmation certaine de ce polluant demande d'avantage d'études.

Les antibiotiques avant 2 ans augmentent le risque d'obésité

Les enfants qui ont été soignés avec des antibiotiques au moins quatre fois avant leurs deux ans ont 10% de risques en plus de souffrir d'obésité. Sans doute parce que les antibiotiques modifient leur flore intestinale.

Selon les chercheurs américains de l'Université de Pennsylvanie, les jeunes enfants qui ont été soignés plusieurs fois avec des antibiotiques avant l'âge de deux ans ont 10% de risques supplémentaires de souffrir d'obésité très jeune. Pour cette étude publiée dans la revue professionnelle *Jama Pediatrics*, les chercheurs ont examiné les dossiers médicaux de 500 enfants entre 2001 et 2013. Les enfants ont été suivis jusqu'à l'âge de 5 ans. Plus de 70% d'entre eux avaient été soignés au moins deux fois avec des antibiotiques avant leurs 24 mois. Mais ceux qui avaient été soignés au moins quatre fois avec ce type de médicaments étaient aussi le plus souvent en surpoids à l'âge de 5 ans.

Le type d'antibiotiques prescrits semble aussi faire la différence : les antibiotiques à large spectre augmentent le risque d'obésité de 16% tandis que les

médicaments à spectre étroit (qui ciblent une bactérie en particulier) ne sont pas associés à un surpoids.

Un risque accru avec les antibio à large spectre

Selon le professeur Charles Bailey de l'université de Pennsylvanie, qui a dirigé cette étude, les antibiotiques ont un impact particulier lors des deux premières années de l'enfant car c'est à cette période que le microbiote intestinal se met en place. En ciblant les bactéries, les antibiotiques ont un impact sur la flore intestinale de l'enfant. Or, on sait désormais qu'il y a un lien entre la présence de certaines bactéries dans l'intestin et le risque d'obésité.

Selon les chercheurs américains, cette étude montre bien que la prescription trop fréquente d'antibiotiques peut avoir un impact négatif sur la croissance de l'enfant. Récemment, une autre étude améri-



caine avait montré que les enfants de moins d'un an qui en avaient dû en prendre trop sou-

vent avaient 60% de risques en plus de souffrir d'un asthme persistant.

Le bilinguisme permettrait aux bébés d'apprendre plus vite

Dès le plus jeune âge, les bébés confrontés à deux langues seraient plus attentifs et cognitivement avancés que les enfants de familles monolingues, d'après une nouvelle étude scientifique singapourienne.

Être confronté à deux langues différentes dès la naissance, au sein de foyer bilingue, ne créerait aucune confusion dans la tête du bébé, bien au contraire.

Une étude menée par plusieurs instituts de recherche et de santé de Singapour montre en effet que les bébés exposés à deux langues maternelles feraient preuve de meilleures compétences d'apprentissage et de mémorisation que les enfants grandissant dans des foyers monolingues.

L'étude a impliqué 114 enfants âgés de six mois, dont la moitié était exposée à deux langues depuis leur naissance.

Pour évaluer leurs capacités d'apprentissage, les chercheurs ont présenté aux bébés des images successives représentant un ours coloré et un loup coloré.

Ils ont réparti les enfants en deux groupes : dans le premier groupe, l'image de l'ours fut présentée comme l'image familière, le loup constituant ensuite la nouvelle image, alors que dans le deuxième groupe, le loup devint l'image familière.

Les scientifiques ont par la suite constaté que les bébés de familles bilingues se détour-



naient plus vite des images familières que les monolingues, ce qui implique, d'après des recherches cognitives, que les bébés bilingues reconnaissent les images familières plus vite. Ils portaient également plus d'attention aux nouvelles images présentées.

De précédentes études ont ainsi montré que les bébés qui se lassent rapidement d'observer des images font preuve de meilleure performance dans plusieurs domaines cognitifs et linguistiques ainsi que dans les tests de

QI (Quotient Intellectuel).

« L'un des plus grands défis de la recherche infantile est la collecte de données, explique le professeur Singh, auteur principal de l'étude, l'accoutumance visuelle marche à merveille parce qu'elle ne nécessite que quelques minutes et tire profit de ce que font naturellement les bébés : être rapidement intéressés par le nouveauté, puis rapidement passer à autre chose. L'accoutumance ou habitude visuelle est l'une des rares expériences qui permet de prévoir par la suite le développement cognitif. »

De plus, il s'avère qu'un bébé exposé à deux langues ne fait pas seulement qu'apprendre celles-ci, il apprend à les discerner l'un l'autre à l'oreille. Ainsi, si l'apprentissage de deux langues à la fois requière un discernement efficace, il peut aussi conférer à l'enfant de potentiels avantages cognitifs et intellectuels en grandissant. « En tant qu'adultes, l'apprentissage d'une seconde langue peut être laborieux, souligne le Professeur Singh, nous projetons parfois nos difficultés sur nos jeunes bébés, imaginant une confusion entre les deux langages se bousculant dans leur petite tête. Pourtant, un grand nombre d'études ont montré que les bébés sont tout à fait à même de relever le défi de l'acquisition de deux langues, et qu'ils pourraient même tirer bénéfice de cette éprouve. »

Le cerveau des bébés atteint la moitié de la taille adulte à 3 mois

Les bébés grandissent plus vite qu'on ne le croit. A trois mois, leurs cerveaux font déjà la moitié de la taille du cerveau adulte. Des chercheurs californiens ont réussi à traquer le développement cérébral des bébés grâce aux performances de l'imagerie cérébrale. Ils ont suivi pour cela 87 nourrissons de la naissance jusqu'à l'âge de trois mois. Cette technique, qui change de celles utilisées jusqu'ici, a évité l'usage d'un mètre pour mesurer la circonférence du crâne, a

permis de rendre compte d'une évolution cérébrale remarquable pendant cette période. C'est en effet pendant les trois premiers mois que le cerveau connaît un développement accéléré : le rythme de croissance est de 1% par jour les 90 premiers jours, avant de ralentir à 0,4% par la suite.

Parmi les observations intéressantes : la croissance des cerveaux de garçons serait plus rapide que celle des filles. Le cervelet, une zone importante dans le contrôle

motrice, est plus concerné par ce développement rapide puisqu'il double sa croissance les 90 premiers jours. En revanche, l'hypothalamus, la région associée à la mémoire, évolue à un rythme plus lent.

Un lien avec l'autisme à étudier

Autre constat, les bébés prématurés ont un cerveau plus petit à la naissance que les bébés nés à terme. Et bien que leur développe-

ment soit plus rapide après la naissance, leur cerveau reste 2% plus petit en moyenne que les autres au bout de trois mois. Ces découvertes pourraient refléter le développement de certaines facultés dans l'enfance selon les chercheurs. Cela pourrait aussi permettre d'identifier plus précocement des troubles du développement comme l'autisme. L'étude est parue dans la revue scientifique *JAMA (Journal of the American Medical Association Neurology)*.

JOURNÉE MONDIALE DE L'AFRIQUE Le continent face aux défis de la santé et de l'agroalimentaire

Les peuples du continent africain comme dans le reste du monde commémorent, mercredi, "la Journée mondiale de l'Afrique" coïncidant avec l'anniversaire de création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA, Union africaine actuellement), dans un contexte exceptionnel, où le système de santé, la sécurité alimentaire ainsi que la paix restent les principaux défis à relever.



Chaque année, la Journée mondiale de l'Afrique est célébrée le 25 mai, car c'est à cette date qu'ont été signés les accords de l'OUA en 1963, qui représente le symbole du combat de tout le continent africain pour la libération, le développement et le progrès économique et social, en plus de la valorisation et l'exploitation de la richesse culturelle africaine.

Pour marquer cette date, l'Union africaine (UA) a annoncé une célébration virtuelle sous le thème : "Bâtir une résilience en matière de sécurité nutritionnelle sur le continent africain : renforcer les systèmes agroalimentaires et les systèmes de santé et de protection sociale pour accélérer le développement socio-économique et du capital humain".

En effet, les pays africains notamment ceux de la région subsaharienne sont confrontés aux conséquences du conflit en Ukraine qui a provoqué une flambée des prix et une rareté des produits, alors qu'ils commençaient à peine à remédier aux séquelles sociales et économiques de la Covid-19 et à d'autres problèmes de développement.

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), jusqu'à 18 millions de personnes dans la région du Sahel seront confrontées à une insécurité alimentaire sévère au cours des trois prochains mois.

La combinaison de la violence, de l'insécurité, du climat, des conflits, de la Covid, de la pauvreté profonde et des prix alimentaires record exacerbe la malnutrition et pousse des millions de personnes à la limite de la survie.

Le Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique

Parallèlement, dans la poursuite du cycle de conférences lancé depuis 2012 aux Nations unies, un débat sur la place de l'Afrique dans le 21^e siècle sera animé vendredi à Genève, autour de "L'Afrique dans la géopolitique internationale : souveraineté et démocratie", lors duquel les intervenants aborderont différents sujets, tels que "L'architecture mondiale pour la prévention, la prévention et la riposte face aux épidémies et pandémies : quel rôle pour l'Afrique?".

Les sujets abordés habituellement

lors de cet évènement mettent la lumière sur les efforts des pays africains visant la réalisation des objectifs stratégiques de l'UA, en l'occurrence la décolonisation, le règlement des conflits armés et la préservation de la paix.

De ce fait, il n'est pas sans rappeler que cette journée ne saurait être célébrée sans évoquer la situation au Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique, Etat fondateur et membre actif au sein de l'UA, dont les territoires sont violés par un Etat africain voisin qui, en signant l'acte constitutif de l'UA, s'était engagé à respecter la souveraineté et les frontières de ses membres, ce qu'il n'a pas fait.

La cause sahraouie est revenue en force au-devant de la scène politique internationale après la violation par

le Maroc du cessez-le-feu dans la zone tampon d'El-Guerguerat, le 13 novembre 2020, en attaquant des civils sahraouis sans défense et en poussant la partie sahraouie à reprendre la lutte armée pour défendre ses territoires et ses droits violés.

Cette cause a bénéficié d'un grand intérêt à l'échelle mondiale et continentale, en particulier, en ce sens que le dossier du Sahara occidental a été réinscrit à l'agenda du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, après des tentatives marocaines pendant des années de le maintenir uniquement au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui a constitué une victoire pour l'organisation continentale qui ne cesse de tenter de résoudre les questions et les crises africaines à son niveau.

NIGER

L'Allemagne annonce la prolongation de sa mission militaire au Niger

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a annoncé, lundi, la prolongation de la mission militaire de son pays au Niger, ont rapporté mardi des médias.

Il a fait cette annonce lors d'une conférence de presse conjointe animée avec le Président nigérien Mohamed Bazoum, à l'issue d'une visite de 48 heures qu'il a effectuée au Niger.

"Le Parlement allemand a déjà donné son feu vert à une prolongation de la mission et maintenant il faut qu'on voit les perspectives d'avenir", a-t-il indiqué.

Olaf Scholz est arrivé dimanche soir au Niger dans le cadre d'une visite qui l'a déjà conduit au Sénégal et qui

le conduira par la suite en Afrique du Sud. Lundi matin, il s'est rendu à la base de la mission allemande des forces spéciales GAZELLE, de la mission européenne de formation EUTM.

Dans le cadre de l'appui au Niger pour la lutte contre le terrorisme, l'Allemagne a déployé une équipe de formateurs qui encadrent une unité spéciale des forces armées nigériennes dans la région de Tahoua (nord-ouest), près de la frontière avec le Mali.

En avril dernier, le ministre de la Défense, Christine Lambrecht, avait effectué une visite au Niger, au cours de laquelle elle avait réitéré le soutien de son pays à Niamey dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le M23 attaque une position de l'armée au Nord-Kivu

Les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont attaqué mardi une position de l'armée gouvernementale au Nord-Kivu, province du nord-est de la République démocratique du Congo, a rapporté Radio Okapi, la radio de la Mission des Nations Unies en RDC. Des tirs nourris ont été entendus dans le groupement de Buhumba, situé sur le territoire

de Nyiragongo, a-t-elle précisé en citant des sources locales. Selon elle, il s'agirait d'une attaque des rebelles du M23 venus du Rwanda voisin. C'est une position de l'armée congolaise sur la colline Nyundo, près de la route Goma-Rutshuru, qui a été prise pour cible. Des combats intenses ont repris le 22 mai entre l'armée et les rebelles du M23 dans le territoire

de Rutshuru, toujours au Nord-Kivu, a indiqué le colonel Ndjike Kaiko, porte-parole militaire dans la région.

Ces attaques visant l'armée et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) ont été condamnées dimanche par la représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC, Bintou

Keita. Issu d'une ancienne rébellion congolaise, le M23, également appelé Armée révolutionnaire congolaise, avait été vaincu par les forces gouvernementales en 2013, mais il est réapparu fin 2021, accusant les autorités de Kinshasa de ne pas avoir respecté ses engagements sur la démobilisation de ses hommes armés.

SAHARA OCCIDENTAL-MAROC Une délégation américaine arrêtée par les autorités marocaines à l'aéroport de Laâyoune occupée

Une délégation de femmes américaine de l'initiative +Just Visit Western Sahara+, a été arrêtée lundi par les autorités d'occupation marocaines à l'aéroport de Laâyoune occupée au Sahara occidental, alors qu'elle allait rendre visite à la famille de la militante des droits de l'Homme Sultana Khaya à Boujdour occupée, où elle vit depuis novembre 2020 en résidence surveillée, ont annoncé les concernées.

La délégation des droits de l'Homme américaine comprend Adrienne Kinne, ancienne présidente de Veterans for peace, Wynd Kaufmyn, professeur dans un collège communautaire, et Laksana Peters, enseignante à la retraite.

Les autorités marocaines n'ont pas été en mesure de fournir une justification valable pour refuser l'accès à ces visiteurs US au Sahara occidental.

La délégation américaine devait rencontrer Tim Pluta et Ruth McDonough qui séjournent avec les sœurs Khaya depuis le 15 mars.

Malgré la présence de ces activistes américaines, les forces d'occupation ont poursuivi l'isolement forcé à l'encontre de la famille de Sultana Khaya ainsi que les menaces contre tous ceux qui veulent se rendre à la maison Khaya ou cherchent à fournir de la nourriture et un soutien à cette famille.

La semaine dernière, un gros camion avait percuté la maison de la militante sahraouie Sultana Khaya à une heure très tardive.

A cause de cette attaque, la santé de la militante américaine des droits de l'Homme, Ruth McDonough, s'était un peu détériorée, mais son état commence à s'améliorer, a-t-on fait savoir.

Les sœurs Khaya sont des défenseurs des droits humains au Sahara occidental qui militent pour l'autodétermination du peuple sahraoui.

Elles ont été soumises à un siège continu et violent pendant plus de 18 mois.

A cet égard, Wynd Kaufmyn a exprimé sa "consternation" face à la répression par l'occupant marocain vis-à-vis des visiteurs.

"Si nous sommes traitées de cette façon, pouvez-vous imaginer comment les femmes sahraouies locales sont traitées? J'ai dépensé beaucoup d'argent pour acheter les billets et être renvoyée sans explication est scandaleux", s'est-elle indignée.

+Just Visit Western Sahara+ est un réseau américain de groupes et d'individus engagés pour la paix et la justice, la protection des droits de l'Homme et le respect du droit international. Il encourage les Américains et étrangers à aller visiter le Sahara occidental et connaître de près la réalité sur le terrain.



CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU Réunion sur la protection des journalistes dans les conflits armés

"La protection des journalistes" dans les situations de conflits armés, est au menu d'une réunion mardi au Conseil de Sécurité de l'ONU où sera également discutée, la mise en œuvre de la résolution 2222 qui condamne toutes les violations contre les professionnels des médias.

Plusieurs intervenants sont attendus lors de la réunion, dont la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression Irene Khan, le directeur général des actualités et des affaires courantes chez RTE (l'organisation nationale irlandaise des médias de service public), Jon Williams. La note conceptuelle préparée par l'Irlande, souligne que la liberté des médias et la sécurité des journalistes sont "gravement menacées" dans le monde. Le document indique entre autres, que si les Etats ont la responsabilité première de protéger les journalistes et de veiller, à ce que ceux qui les ciblent soient "tenus responsables". La réunion vise à fournir aux membres du Conseil l'occasion de faire le point sur la protection des journalistes et de discuter de



la mise en œuvre de la résolution 2222 du 27 mai 2015, dans laquelle le Conseil avait condamné toutes les violations et abus commis contre les journalistes, les professionnels des médias et le personnel associé dans les situations de conflit armé. Selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) - une organisation non gouvernementale indépendante qui promeut la liberté de la presse et

défend les droits des journalistes - au moins 28 journalistes ont été tués en raison de leur travail en 2021 et au moins 18 journalistes ont jusqu'à présent été tués en 2022. La note conceptuelle de la réunion de ce mardi, fait référence au meurtre, le 11 mai, de la journaliste palestinienne Shireen Abou Aqleh, qui a été abattue alors qu'elle couvrait pour la chaîne Al-Jazeera une opération des

Forces de défense sionistes dans le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie occupée. Le 13 mai, les membres du Conseil de sécurité ont publié un communiqué, condamnant fermement le meurtre de la journaliste palestinienne Shireen Abou Aqleh, appelant à rendre des comptes et à une enquête immédiate, approfondie, transparente, équitable et impartiale.

PALESTINE Des dizaines de colons envahissent la Mosquée d'Al-Aqsa

Des dizaines de colons juifs se sont introduits mardi dans la Mosquée Al-Aqsa sous une haute escorte des forces de l'occupation sioniste, selon des sources locales palestiniennes. Les colons ont pris d'assaut Al-Aqsa par la porte des Magrèbins, et effectué des

tours provocants dans les esplanades de la Mosquée sainte, selon ces sources, citées par l'agence de presse palestinienne, WAEA. La présidence palestinienne a mis en garde contre l'autorisation de la "Marche des drapeaux" dans la ville sainte d'El-Qods occupée, prévue

le 29 mai courant, et condamné la décision du tribunal des autorités de l'occupation sioniste d'autoriser aux colons juifs à effectuer des rituels talmudiques dans les esplanades de la mosquée Al-Aqsa.

IRAK Six morts dans une attaque terroriste

Trois policiers et trois adolescents ont été tués lundi dans le nord de l'Irak par des tirs d'éléments appartenant à l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (EI/Daech), a affirmé un responsable local, soulignant que "les victimes étaient en train d'éteindre un incendie dans un champ de blé".

"Une voiture de police arrivant ensuite sur les lieux de l'attaque à Taza Khurmatu, a elle aussi essuyé des tirs et

une bombe a explosé à son passage", a déclaré aux médias, Hussein Adel, directeur du district de Taza Khurmatu, au sud de Kirkouk.

"L'EI a incendié des zones agricoles", a indiqué M. Adel.

"Quand des policiers et des civils sont venus éteindre le feu, ils ont été attaqués par des éléments de l'EI qui ont tué trois policiers et trois adolescents", a-t-il ajouté, précisant qu'un civil était porté disparu. Une source de sé-

curité a de son côté rapporté "une attaque perpétrée par des éléments de l'EI contre des paysans qui récoltaient leur blé". Les autorités irakiennes ont proclamé leur victoire contre l'EI fin 2017.

Même après avoir été défaits, les terroristes continuent cependant de perpétrer des attaques meurtrières en Irak et en Syrie voisine où ils avaient également sévi pendant des années. Ces dernières années, les terroristes

ont aussi incendié des dizaines de champs dans ces deux pays et revendiqué cette méthode sur leurs canaux de communication.

En 2019, plus de 200 incendies avaient réduit en cendres quelque 5.000 hectares de culture dans le nord irakien. Certains incendies ont été imputés aux terroristes.

D'autres pouvaient être le fruit de conflits pour la terre, entre grands propriétaires ou tribus.

ARGENTINE Le président règle une amende pour un dîner d'anniversaire en plein confinement

Le président argentin Alberto Fernandez et la Première dame ont réglé une amende de 3 millions de pesos (environ 24.000 dollars), sous forme de don caritatif, en contrepartie de l'abandon de poursuites judiciaires pour un dîner d'anniversaire en plein confinement qui avait fait scandale.

Un juge fédéral a homologué lundi la proposition de "réparation économique" du président, possibilité prévue par la loi, et le versement de 1,6 million de pesos à un prestigieux institut de recherche bactériologique et vaccinal, l'Institut Malbran.

Sa compagne Fabiola Yañez avait proposé 1,4 million, qui ont aussi été homologués.

Un accord préalable avait été trouvé entre le chef de l'Etat et les services du procureur, qui requérait la validation par un juge. Sa décision souligne qu'"il n'y a aucune controverse entre les parties

quant à la qualification juridique de l'acte (...), la mesure du préjudice, et la proportionnalité de l'offre", en vertu de quoi l'accord de réparation a pu être homologué.

La Justice, saisie notamment par l'opposition, avait ouvert une enquête pour infraction au protocole sanitaire contre M. Fernandez, président de centre-gauche au pouvoir depuis fin 2019, après la fuite en 2021 de photos d'un dîner d'anniversaire donné le 14 juillet 2020 pour la Première dame à la résidence officielle d'Olivos, dans la banlieue de Buenos Aires.

Le pays, plus particulièrement la capitale, était à ce moment-là soumis à un strict confinement, avec interdiction de réunions, y compris pour des obsèques. Contrit, M. Fernandez, lui-même professeur de droit pénal, avait plaidé "non un acte malveillant, mais d'imprudence et de négligence", une "erreur,

un dérapage" dans un contexte de "maelstrom de gestion de la pandémie".

Il s'était présenté de lui-même à la justice et avait proposé de verser quatre fois la moitié de son salaire à l'Institut Malbran.

Le procureur avait symboliquement fixé la réparation au prix d'un appareil d'assistance respiratoire, et d'un séjour en soins intensifs.

Selon plusieurs médias argentins, le chef de l'Etat aurait souscrit un emprunt bancaire pour pouvoir s'acquitter de l'amende.

La publication d'une photo du dîner, avec une dizaine d'invités, avait déclenché un déluge de critiques, dans l'opposition mais aussi la majorité.

Selon certains analystes, elle avait eu un fort impact à l'approche des élections législatives de mi-mandat de novembre 2021, où la coalition au pouvoir avait perdu la majorité au Sénat.

PAKISTAN Arrestation de centaines de partisans de l'ex-Premier ministre

Des centaines de partisans de l'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan ont été arrêtés par la police dans la nuit de lundi à mardi, avant une manifestation prévue par son parti à Islamabad, rapportent des médias, citant des sources policières.

M. Khan a été renversé le 10 avril par une motion de censure. Son parti, le Pakistan Tehreek-e-Insaf (PTI, Mouvement du Pakistan pour la justice), tente depuis de mobiliser la rue pour accentuer la pression sur le gouvernement de coalition et obtenir la convocation d'élections législatives anticipées.

"Plus de 200 partisans du PTI ont été arrêtés au Pendjab", a déclaré sous couvert d'anonymat à l'AFP un responsable de la police de Lahore, capitale de cette province.

"Nous avons perquisitionné des maisons et arrêté plusieurs d'entre eux." Un autre responsable policier a confirmé l'information, également sous couvert d'anonymat, précisant que ces personnes avaient été arrêtées pour trouble à l'ordre public et restaient en détention.

L'ancien ministre de l'Information du gouvernement PTI, Fawad Chaudhry a accusé la police d'avoir mené ces perquisitions sans mandat, et arrêté plus de 400 personnes.

La police n'a pas officiellement commenté ces informations. Le gouvernement du Premier ministre, Shehbaz Sharif, a accusé Imran Khan de vouloir répandre "le chaos et l'anarchie" dans le pays.

L'ex-Premier ministre a prévu de mener mercredi une longue marche, censée attirer plusieurs dizaines de milliers de personnes, entre la ville de Peshawar (nord-ouest), capitale de la province du Khyber Pakhtunkhwa, dirigée par le PTI, et la capitale Islamabad. Il entend ainsi forcer le gouvernement à convoquer sans attendre des élections, qui doivent avoir lieu avant la date limite d'octobre 2023.

PRÉSIDENTIELLES AU BRÉSIL Doria retire sa candidature, la troisième voie fragilisée

L'ancien gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, le social-démocrate Joao Doria, a annoncé lundi qu'il se retirait de la course présidentielle, une décision qui fragilise davantage la "troisième voie" promue par le centre entre la polarisation gauche-droite.

"Pour ce qui est des élections de cette année (2 octobre prochain), j'annonce mon retrait le cœur blessé, mais avec une âme légère", a déclaré Doria lors d'une conférence de presse.

Doria, crédité de 5 % des intentions de vote, a fait marche arrière en raison de résistances croissantes au sein du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), malgré le fait qu'il avait été choisi comme candidat à la présidence lors des primaires de cette formation politique.

Le parti de l'ancien président Fernando Henrique Cardoso prévoit une réunion ce mardi pour renforcer la position du parti aux prochaines élections et choisir un candidat de consensus avec les autres partis de la coalition "Mouvement démocratie et citoyeneté".

Le bloc politique tente ainsi de faire face à la polarisation entre le président de droite Jair Bolsonaro, candidat à sa réélection, et l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva, favori dans les sondages à moins de cinq mois des élections.

Dans son discours, prononcé aux côtés de sa femme et d'autres leaders du parti, Doria a souligné que le pays avait besoin d'une alternative pour servir les électeurs qui rejettent les extrêmes.

Selon les médias locaux, la sénatrice Simone Tebet est le candidat le plus probable pour assumer la candidature de la troisième voie.

Avant le retrait de Doria, elle était créditée d'environ 2% des intentions de vote. Doria est la deuxième grande figure de la troisième voie à se retirer de la course présidentielle.

L'ancien juge et ancien ministre de la Justice, Sergio Moro, avait annoncé, en mars dernier, qu'il renonçait à disputer les présidentielles, pour lesquelles il figurait comme le troisième favori.

PARCS CULTURELS ALGÉRIENS Présentation à Alger du bilan du projet

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a présidé, lundi à Alger, une rencontre au cours de laquelle ont été présentés les résultats du projet de préservation de la biodiversité d'importance mondiale et l'utilisation durable des services des systèmes écologiques dans les parcs culturels algériens.

Mme Mouloudji a déclaré que la rencontre se veut "l'aboutissement d'un processus technico-scientifique du projet inscrit suivant un partenariat international entre l'Etat algérien représenté par le ministère de la Culture et des Arts en coordination avec le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, d'une part, et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'autre part".

"Ce projet a duré presque 10 ans depuis l'organisation d'un atelier à Tamanrasset en 2013, avec des résultats bénéfiques et une évaluation finale honorable", a-t-elle indiqué.

Soulignant que ce projet est "une expérience pilote au niveau national et régional, d'autant plus qu'il est mis en oeuvre pour la première fois au niveau du secteur avec une vision culturelle", la ministre a ajouté que "la biodiversité fait partie de l'histoire et du patrimoine naturel du pays".

Elle a rappelé que le projet est inscrit dans un cadre consensuel entre les secteurs concernés, pour fournir le financement dans le cadre du FEM avec la mise en oeuvre par le PNUD, et ce en deux phases.

Les résultats positifs ont permis de mettre en oeuvre la première phase (2005-2009) de l'inscription du second projet pour que le champ d'intervention soit élargi à tout le réseau qui compte actuellement cinq parcs culturels nationaux couvrant une superficie de plus d'un (1) million de km² au Sud algérien, pour comprendre les principales zones du patrimoine national dans l'Ahaggar, le Tassili N'Ajjer, Touat, Gourara, Tidikelt, Tindouf et l'Atlas saharien, a rappelé la ministre.

Ce partenariat constituait un "cadre distingué pour la mise en oeuvre de projets internationaux en coopération avec le bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et a permis la réalisation de nombreux objectifs et résultats au profit de la préservation du patrimoine des parcs culturels et des employés qui veillent pour le protéger et le transmettre aux générations montantes", a indiqué Mouloudji, soulignant que le projet a été mis en oeuvre "avec

des compétences nationales affiliées au ministère de la Culture et des Arts, ce qui a permis au secteur d'être un modèle dans la mise en oeuvre nationale de projets internationaux".

Mme Mouloudji a également exprimé la disponibilité du ministère à "poursuivre le processus avec le PNUD en enregistrant de nouveaux projets au profit du secteur ou dans le cadre de projets multisectoriels de protection et de valorisation du patrimoine culturel et naturel national".

Pour sa part, la représentante du ministère des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, dans une allocution du ministre du secteur, qu'elle a lue en son nom, a affirmé que l'Algérie "poursuit ses efforts pour honorer ses engagements au titre des conventions internationales dans le domaine de l'environnement, soulignant l'importance pour les pays développés d'assumer leur responsabilité historique et de soutenir les pays en développement pour faire face aux catastrophes environnementales et à leurs répercussions sanitaires, sociales, environnementales et culturelles".

L'oratrice a ajouté que l'Algérie, "à travers le ministère de la Culture et des Arts, a œuvré à la préservation du patrimoine culturel et naturel de son désert, sur la base d'une vision nationale qui aspire à assurer une gestion cohérente qui intègre les valeurs culturelles, les ressources biologiques et les services de l'écosystème".

Pour sa part, la représentante résidente du PNUD en Algérie, Blerta Aliko, a salué les résultats de ce projet "pionnier et important", considérant l'équipe de sa mise en oeuvre, composée de cadres et d'experts algériens, comme "une équipe de niveau mondial", saluant dans ce cadre les efforts de l'Etat algérien pour concrétiser ce projet "d'une importance cruciale", outre "le renforcement des perspectives d'un partenariat futur".

Pour sa part, le directeur national du projet, Salah Amokrane a passé en revue les résultats de ce projet qui vise "à promouvoir la gestion du réseau des parcs culturels nationaux, de manière à préserver la biodiversité et l'utilisation durable des services écologiques, notamment au niveau des sites prioritaires".

Concernant les résultats enregistrés



dans le cadre du projet, il a cité l'élaboration du plan d'orientation du système des parcs culturels pour garantir une gestion efficace et méthodique, voire globale des systèmes environnementaux et des produits de la biodiversité, et la promotion des services techniques du ministère de la Culture et des capacités, outre l'élaboration d'un texte réglementaire sur le plan général d'aménagement des parcs culturels et de programmes de formation et le développement de la communication autour du système des parcs par la voie de la publication et la traduction".

Le projet a contribué "à asseoir un système de suivi des systèmes culturels et environnementaux, ainsi que les infrastructures et le plan de préservation du guépard saharien en voie de disparition, a-t-il ajouté, en insistant sur l'importance d'associer les citoyens à la gestion de la biodiversité".

La rencontre de clôture du projet abrité par le Centre international des conférences (CIC) Abdellatif Rahal, s'est tenue en présence des directeurs du réseau des parcs culturels et des responsables des différents établissements culturels.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA DE MEDEA
NIF : 0991 2601 9 0002 38

Mise en demeure N°01

- Vu : L'attribution provisoire de l'entreprise EURL EATAH AKHROUF Paru dans les journaux : E_Bourse- El djazair en date du : 11/05/2022, Pour la réalisation des travaux du projet : Déplacement et protection des conduites d'AEP en Acier (Ghrib/Alger) dans le cadre d'opération :

Expropriation et levé des contraintes du projet de : AUTOROUTIER DE LA 4^{ème} ROCADE D'ALGER ENTRE LIMITE WILAYA AIN DEFLA ET BERROUAGHIA SUR 43km.

- Vu le cas d'urgence du projet

- Vu que l'entreprise EURL EATAH AKHROUF n'a pas répondu à nos écrits N° 407 en date du 08/05/2022 et N°421 en date du 11/05/2022 et N° 437 daté le 16/05/2022. Pour la récupération d'une copie de marché afin de préparer douze (12) copies du marché signé et paraphé selon la réglementation ainsi un engagement pour la réalisation du présent projet.

L'entreprise EURL EATAH AKHROUF est mise en demeure dans un délai de quarante-huit (48) heures à compter de la date de la Publication du présent avis dans les journaux nationaux et/ou BOMOP

Faute de quoi, les mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur seront appliquées, notamment une annulation d'attribution du marché.

MÉDIAS-FORMATION

Formation en médias électroniques au profit d'étudiants

Une session de formation en médias électroniques est prévue au profit d'étudiants universitaires à l'initiative de la Web TV dédiée aux étudiants lancé jeudi dernier à Alger à l'occasion du 66e anniversaire de la journée de l'Etudiant.

Concernant la sélection des étudiants, le fondateur de la Web TV, Lotfi Ghazi a déclaré lundi à l'APS que "les étudiants ne cessent d'affluer quotidiennement au siège de la chaîne à Dely Brahim pour passer les examens d'admission en techniques de rédaction relatives aux médias électroniques et en langue anglaise".

Issus de 110 établissements universitaires du pays, les étudiants bénéficieront de bourses de formation périodiques à travers la programmation des séances théoriques et pratiques en coopération avec les établissements spécialisés.

La formation touche les domaines suivants : la langue anglaise, les TIC et l'intelligence artificielle.

Rappelant l'importance de la Web TV en tant que média visant à "mettre en avant le rôle des sciences et de l'étudiant

au service du développement national", M. Ghazi a ajouté que la chaîne constituerait "un trait d'union pour l'échange d'expériences et le renforcement du lien enseignant-étudiant au sein des universités".

"Les étudiants pourront désormais participer à toutes les activités scientifiques et culturelles au niveau de l'ensemble des universités et dans toutes les spécialités", a-t-il fait savoir.

Le responsable qui échangeait avec un groupe d'étudiants de l'Institut des sciences d'information et de communication et de l'Ecole supérieure de Journalisme s'est dit convaincu que "l'Algérie nouvelle ne sera bâtie que par ses enfants, les jeunes notamment".

Il a tenu, dans ce sens, à mettre l'accent sur la stratégie de l'Etat qui accorde un intérêt particulier aux médias électroniques qui influent grandement sur la pensée et les orientations des jeunes, au mieux des intérêts du pays et pour le préserver des influences étrangères.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Convention entre le Groupe Télécom Algérie et le Groupe Elec El Djazair pour la promotion de la production nationale

Le Groupe Télécom Algérie et le Groupe Elec El Djazair ont signé lundi à Alger une convention de partenariat portant sur l'encouragement et la promotion de la production nationale.



Cette convention a été signée par le président-directeur général du Groupe public Télécom Algérie, Khaled Zarat, et le président-directeur général du Groupe industriel public Elec El Djazair, Mustapha Ferfera, lors d'une cérémonie à laquelle ont pris part le ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki, et le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, ainsi que les responsables des filiales relevant des deux groupes.

L'accord vise notamment, selon ses initiateurs, à mettre en place un cadre "approprié" à même de li-

bérer l'esprit d'initiative et à renforcer la manutention industrielle pour couvrir les besoins du Groupe Télécom Algérie en matériels électroniques, électriques et informatiques et les services y afférents".

A cette occasion, M. Bibi Triki a indiqué que la signature de cette convention vise à concrétiser la stratégie des deux secteurs en matière de promotion et d'encouragement de la production nationale et intervient en application des engagements du président de la République visant à favoriser la production nationale pour réduire la facture des im-

portations. Il a expliqué que son département ministériel œuvre à l'intégration de la production nationale dans les divers projets en cours de réalisation, notamment ceux liés au déploiement de l'internet très haut débit en fibre optique (FTTH, fibre to home). De son côté, le ministre de l'Industrie a indiqué que cette convention vise à promouvoir la production nationale dans le domaine des télécommunications et contribuer à la concrétisation de l'engagement du président de la République de faire de 2022 l'année du décollage économique.

EUROPE

Les inventeurs de moins de 30 ans mis en valeur



L'Office Européen des Brevets (OEB) distingue pour la première fois des innovations émanant d'inventeurs de moins de 30 ans par le "young inventors prize", ont rapporté des médias mardi.

Originaires du Brésil, de Belgique, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, les finalistes annoncés sauront le 21 juin qui est le ou la lauréat(e) du Prix, créé cette année afin d'encourager l'innovation

chez les jeunes au service des problèmes de la planète (environnement, santé...), a indiqué l'institution publique européenne basée à Munich, citée par des médias. Le ou la lauréat(e) recevra une récompense de 20.000 euros. Les finalistes en deuxième et troisième position recevront respectivement 10.000 et 5.000 euros, a souligné l'OEB.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE
DE TAMANRASSET

Adresse : Cité El Wiam - Tamanrasset,
Tel: 029.32.00.21 Fax : 029.32.00.20
- NIF: 099111010226349 - Code d'activité : 855

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 05/2022

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tamanrasset lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des travaux en TCE avec VRD tertiaire (Rubriques: Assainissement, AEP, Poste transformateur) du projet:

30/140/200/700 Logements Publics Locatifs à IN MGUEL, Commune d'IN MGUEL wilaya de Tamanrasset, Programme 200 Logements de l'année 2021.

Conditions d'éligibilité des soumissionnaires :

Les entreprises admises à soumissionner sont celles dont les capacités répondent aux critères sous cités :

01- Capacités Professionnelles :

Qualifiés à la catégorie Trois (03) ou plus dont l'activité principale bâtiment (encours de validité durant la soumission).

En cas le certificat de qualification n'est pas disposé, l'offre sera éliminée.

02- Capacités Financières:

Ayant réalisé un minimum du chiffre d'affaire moyen des Trois dernières années (2018, 2019, 2020) supérieur ou égal à $\geq 10\,000\,000,00$ DA., (Justifié par les bilans des trois années visés par les services des impôts ou le certificat C20 pris en considération)

03- Références Professionnelles :

ayant réalisés un cumule des projets d'un Montant supérieur ou égal à $\geq 50\,000\,000,00$ DA (Justifiées par les attestations délivrées et signées par les maitres d'ouvrages publics)

04- Délai de réalisation :

le délai de la réalisation de 30 Logts en TCE avec VRD ne dépasse pas 14 mois
Les entreprises intéressées par le présent avis peuvent soumissionner et retirer le cahier des charges auprès de la caisse de l'OPGI sise Cité Moufflon Tamanrasset, contre paiement d'une somme de Quatre mille Dinars Algériens (**4000,00 DA**) non remboursable représentant les frais de reproduction.

Les offres accompagnées des pièces et documents en cours de validité, tels que exigé par le cahier des charges, doivent être présentées dans trois (03) enveloppes distinctes :

- Une enveloppe portant la mention « Dossier de candidature » contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges
- Une enveloppe portant la mention « Offre technique » contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.
- Une enveloppe portant la mention « Offre financière » contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.

Les documents et les pièces requises sont ceux exigés à l'article 11 du cahier des chargés.

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, fermée et comportant la mention suivante :

A Monsieur le Directeur Général de l'OPGI de Tamanrasset (Soumission à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres)

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités Minimales N° 05/2022 pour la réalisation des travaux en tous corps d'état avec VRD tertiaires (Rubriques: Assainissement, AEP, Poste transformateur) des 30/140/200/700 Logements Publics Locatifs à IN MGUEL, Commune d'IN MGUEL wilaya de Tamanrasset.

La durée de préparation des offres est de **Quinze (15) jours** à compter de la 1^{ère} parution dans la presse nationale ou le BOMOP.

Les plis doivent parvenir le dernier jour de préparation des offres avant l'heure limite de dépôt des offres à (13 h 30).

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos-légal, la date limite de dépôt des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. L'ouverture des plis se fera en séance publique en une seule phase au siège de la Direction Générale de l'OPGI de Tamanrasset (salle des réunions) le même jour de dépôt des offres à 14H00 mn et à laquelle les soumissionnaires sont invités à y assister.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant **90 jours** augmentés par la durée de préparation des offres.

JM ORAN-2022

Cinq manifestations culturelles internationales prévues

La commission chargée des cérémonies d'ouverture et de clôture ainsi que de l'organisation des activités culturelles relevant du Comité d'organisation des Jeux Méditerranéens Oran-2022, a programmé plusieurs activités culturelles et artistiques durant la période prévue du 25 juin au 6 juillet prochains dont cinq manifestations internationales.



Le président de cette commission, Salim Dada a indiqué, lundi, dans une déclaration à l'APS, que sa structure a programmé, en collaboration avec plusieurs instances, l'organisation du Festival international de la musique actuelle au théâtre de plein air "Hasni Chakroun" d'Oran avec la participation

des troupes venues des pays méditerranéens. Pour sa part, le théâtre national algérien "Mahiedine Bachtarzi" organisera, en collaboration avec le théâtre "Abdelkader Alloula" d'Oran, des journées du théâtre méditerranéen, avec la participation des troupes d'Algérie, de Tunisie, d'Egypte, de

France, d'Espagne et d'Italie. La même commission a également prévu des Journées du cinéma méditerranéen, qui comprend la projection à Oran et ses localités avoisinantes plusieurs longs métrages mettant en valeur la culture de plusieurs pays participant aux JM.

Une exposition d'art plastique devrait se tenir au mont Murdjadjo, surplombant la ville d'Oran. Cette exposition d'œuvres d'artistes du bassin méditerranéen a déjà sillonné plusieurs pays avant d'effectuer une escale à Oran, à l'occasion des JM Oran2022.

Pour le volet littéraire, la commission présidée par Salim Dada a programmé une rencontre littéraire avec la participation de 14 auteurs de la Méditerranée, traitant des textes littéraires sur l'Algérie et la ville d'Oran. Les textes de communications seront édités dans un ouvrage qui paraîtra après le rendez-vous sportif.

JM ORAN-2022

Le tirage au sort pour cinq disciplines aura lieu le 30 mai

Le tirage au sort de cinq disciplines sportives entrant dans la 19e édition des Jeux Méditerranéens, prévue en été à Oran, aura lieu, lundi 30 mai, a-t-on appris, mardi, auprès du président de la commission de l'information et de la presse de cette manifestation sportive, Mourad Boutadjine.

Ce responsable a déclaré à l'APS que le tirage au sort, prévu mai à l'hôtel "Le Méridien" d'Oran, concernera le football, le handball, le basketball, le volley-ball et le basket-polo.

L'opération du tirage au sort sera diffusée en direct sur les chaînes de la télévision nationale publiques et



privées, en présence des représentants des pays participants dans ces disciplines et de personnalités sportives, a-t-on indiqué.

A cette occasion, un re-

portage sur ces cinq disciplines sportives sera projeté, ainsi que des activités artistiques variées, a ajouté le même responsable.

La 19e édition des Jeux

Méditerranéens aura lieu à Oran du 25 juin au 6 juillet prochains, avec la participation de plus de 4.200 sportifs engagés dans 24 disciplines, rappelle-t-on.

JM Oran-2022

Formation de 285 bénévoles dans la restauration, l'hôtellerie et l'hébergement (direction)

Un total de 285 bénévoles pour les Jeux méditerranéens (JM) Oran-2022 ont bénéficié d'une formation dans le domaine de la restauration, l'hôtellerie et l'hébergement au niveau des établissements de formation d'Oran, a-t-on appris lundi auprès de la direction de wilaya de la Formation et de l'Enseignement professionnels.

Cette formation assurée par la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels et la commission de formation et de volontariat relevant du Comité d'organisation des Jeux méditerranéens Oran-2022, vise à préparer au mieux les ressources humaines, notamment en matière d'accompagnement des sportifs et des délégations tout au long de la manifestation, qui aura lieu en été.

Les Centres de formation professionnelle d'El Hamri, d'Es-Sénia, de haï El Othmania, et du boulevard Colonel Ahmed Ben Abderrezak, ainsi que l'école d'hôtellerie d'Oran ont accueilli les bénévoles.

Plusieurs axes importants ont été abordés pendant plus d'une semaine, notamment l'arrivée des délégations, la réception des hôtes, la réservation des chambres d'hébergement, et plusieurs autres volets liés à la restauration.

La wilaya d'Oran abritera la 19e édition des Jeux méditerranéens du 25 juin au 6 juillet prochains avec une participation attendue de 26 pays et plus de 4.000 sportifs.

CYCLISME/TOUR D'ALGÉRIE 2022

De Chlef, les coureurs mettent le cap sur Mostaganem

Le coup d'envoi de la 3e étape du Tour d'Algérie 2022 a été donné lundi depuis Chlef, les cyclistes devant parcourir une distance de 129,2 Km pour arriver à Mostaganem.

Devant l'Hôtel Mirador au centre-ville de Chlef, le peloton de cyclistes, près de 80 représentant 8 pays, s'est regroupé dès 11h pour attendre le coup d'envoi de cette 3e manche.

Cette 3e étape se déroulera sur une distance de 129,2 kilomètres, entre Chlef et Mostaganem, alors que la 4e étape, prévue le lendemain, sera longue de 106 kilomètres, et elle se déroulera entre Mostaganem et Oran.

Le wali de la wilaya, Lakhdar Sedas a donné le coup d'envoi de cette étape en présence de responsable de la Fédération

nationale de cyclisme en présence du public et nombre d'amateurs de cyclisme.

Le peloton de cyclistes était arrivé dimanche à Chlef en provenance de Blida dans le cadre de la 2e étape de cette compétition internationale.

Le coureur Hamza Yacine de la Police de Dubaï s'était adjugé cette 2e manche suivi de Hamza Amari du Mouloudia d'Alger en deuxième position, et Alexander Bouchine du Club d'Abu Dhabi en troisième position.

Le coureur Hamza Mansouri de l'équipe militaire a remporté le maillot jaune, tandis que Hamza Amari du MC Alger a eu le maillot blanc et Hamza Yacine le maillot vert.

JUDO/43E CHAMPIONNATS D'AFRIQUE

«Tout est fin prêt pour le rendez-vous d'Oran»(Fédération)



Le Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran est "fin prêt" pour accueillir les épreuves des championnats d'Afrique de judo (seniors), prévus du 26 au 29 mai, a-t-on appris lundi de la Fédération algérienne de la discipline (FAJ).

Ce site, habituellement réservé aux manifestations économiques et culturelles, vivra pour la circonstance sa première expérience dans le domaine sportif avec la tenue de cette épreuve continentale inscrite dans le cadre des test-Events en prévision de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM), prévue cet été à Oran.

A cet effet, le hall de cette infrastructure a été doté de deux surfaces de combat en plus d'une tribune amovible d'une capacité d'accueil de 600 places, a précisé, à l'APS, Karim Benikene, directeur de l'organisation sportive au sein de la FAJ.

Les compétitions des championnats d'Afrique débuteront mercredi par le déroulement des épreuves de Kata dans les quatre techniques pour chaque catégorie de poids. Les épreuves individuelles et par équipes commenceront, quant à elles, le jeudi et se poursuivront jusqu'au samedi. Trente-et-un (31) pays ont confirmé leur participation à cette 43e édition, selon la FAJ, précisant que 213 athlètes au total seront présents à cette manifestation, soit 117 messieurs et 96 dames. L'équipe nationale algérienne sera représentée par 18 judokas et judokates (9 messieurs et 9 dames).

En marge de cet événement que l'Algérie accueille pour la première fois depuis plus de deux décennies, Oran accueille ce lundi un séminaire international d'arbitrage et de coaching à l'hôtel Méridien organisé par la Confédération africaine de judo sous l'égide de la Fédération internationale de la discipline.

Pour rappel, le Centre des conventions Mohamed-Benahmed abritera, lors des JM programmés du 25 juin au 6 juillet prochains, des épreuves de quatre disciplines sportives, à savoir, le judo, le karaté-do, le taekwondo et l'escrime.

BEACH-TENNIS/3E ÉTAPE DU CIRCUIT NATIONAL:

Bejaia ville hôte

Le tennis club de Bejaia (TCB) organisera la 3e étape du circuit national de beach-tennis, le 27 mai 2022, au complexe touristique "Allouï", à Bejaia, a appris l'APS lundi auprès de la Fédération algérienne de tennis (FAT). "La participation est ouverte aux athlètes âgés de 14 ans et plus double messieurs et double mixte. Tout joueur doit être titulaire d'une licence dans un club pour l'année en cours. La compétition se déroulera sous forme de tableaux à élimination directe", a précisé la FAT.

Les deux premières étapes du circuit national se sont déroulées respectivement à Mostaganem et Ain Taya (Alger). Pour rappel, le beach-tennis est nouvelle discipline lancée officiellement en Algérie cette année par la FAT présidée par Mohamed Sofiane Youfi, entrant dans le cadre de son plan d'action pour le mandat en cours.



JEUX MÉDITERRANÉENS JM-2021 (ALGÉRIE) 15 joueurs retenus pour un stage du 22 au 26 mai à Zeralda (FAF)

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football des moins de 18 ans (U18) Mourad Slatni, a retenu 15 joueurs pour effectuer un stage du 22 au 26 mai à Zeralda (Ouest d'Alger), en vue du tournoi des Jeux méditerranéens JM-2021 (reportés à 2022) prévus du 25 juin au 6 juillet, rapporte la Fédération algérienne (FAF) lundi sur sa page officielle Facebook.



Les coéquipiers du gardien de but Hamza Boualem (USM Alger) ont effectué leur dernier stage du 25 au 29 avril, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, au cours duquel le staff technique a axé son travail sur l'aspect technico-tactique.

Le choix de la catégorie des U18 s'inscrit dans la stratégie de la Direction technique nationale (DTN), en prévision des échéances à moyen terme (2025) où cette sélection est appelée à prendre part à plusieurs compétitions, comme les Jeux sportifs Islamiques, en Turquie 2022, et les Jeux Arabes de la Jeunesse, en Egypte 2022 également.

Liste des 15 joueurs convoqués :

Gardiens de buts : Hamza Boualem (USM Alger), Chams-Eddine Boumengouche (Académie/ FAF)
Joueurs de champ : Anes Mokhtar (CR Belouizdad), Salah-Eddine Zaoui (Académie/ FAF), Adel Kenane (USM Alger), Fouad Hanfoug (CR Belouizdad), Ouanis Bouzahzah (Académie/ FAF), Abdessamad Bounacer (USM Alger), Abdelghani Lallam (Paradou AC), Brahim Bellas (CR Belouizdad), Islam Abdelkader (Paradou AC), Mohamed Benmaâzouz (USM Alger), Hamza Moulay (Paradou AC), Mohamed Rafik Omar (Académie/ FAF), Lahlou Akhrib (JS Kabylie).

CHAN-2022 (QUALIFICATIONS) Le tirage au sort jeudi en ligne

Le tirage au sort des qualifications de la 7^e édition du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reportée à 2023, ndlr) en Algérie (8-31 janvier), sera effectué jeudi prochain en ligne, a annoncé lundi la Confédération africaine de football (CAF).

Le tirage au sort devait se dérouler initialement le 29 avril dernier, avant d'être reporté à une date ultérieure.

L'instance continentale a approuvé lundi le projet d'augmentation des pays participant à cette compétition, passant pour la première fois de 16 à 18 équipes, conformément à la répartition suivante : Zone Nord (2 + pays hôte), Zone Ouest A (3), Zone Ouest B (3), Zone Centrale (3), Zone Centre-Est (3), et Zone Sud (3).

Les 18 pays qui prendront part à la 7^e édition du CHAN, seront répartis en cinq groupes : Les trois premiers groupes seront composés de quatre nations : Groupe A (4), Groupe B (4), Groupe C (4) alors



que les deux derniers verront la présence de trois équipes : Groupe D (3), Groupe E (3), précise la même source. Selon le nouveau système de compétition, les deux premiers des groupes A, B et C se qualifieront pour les quarts de finale, alors que seul le premier des deux derniers groupes à trois nations validera son billet au prochain tour. Le CHAN-2022, compétition réservée aux joueurs évoluant dans les championnats nationaux, se tiendra du 8 au 31 janvier en Algérie, après avoir été reprogrammée pour l'année 2023 à cause de la pandémie de Covid-19. Attribuée à l'Algérie en septembre 2018, la 7^e édition du CHAN se jouera dans quatre stades : le 5-juillet-1962 d'Alger, le stade olympique d'Oran, le 19-mai-1956 d'Annaba et le Chahid-Hamlaoui de Constantine.

luant dans les championnats nationaux, se tiendra du 8 au 31 janvier en Algérie, après avoir été reprogrammée pour l'année 2023 à cause de la pandémie de Covid-19. Attribuée à l'Algérie en septembre 2018, la 7^e édition du CHAN se jouera dans quatre stades : le 5-juillet-1962 d'Alger, le stade olympique d'Oran, le 19-mai-1956 d'Annaba et le Chahid-Hamlaoui de Constantine.

LIGUE 1 FRANÇAISE L'Algérien Zedadka officialise son départ de Clermont Foot 63



Le défenseur franco-algérien Akim Zedadka, a annoncé dimanche soir son départ de Clermont Foot 63, au lendemain de la 38^e et dernière journée de la Ligue 1 française de football.

"Je suis fier d'avoir pu écrire quelques pages de l'histoire de ce club à vos côtés. Je m'en vais le cœur léger, mais avec le sentiment du devoir accompli. Une montée en Ligue 1 et un maintien en prime", a-t-il indiqué dans un message posté sur son compte Instagram. Zedadka (26 ans) quitte ainsi Clermont Foot après trois saisons de collaboration.

Le joueur, passé notamment par le RC Lens et le FC Istres, devrait rejoindre Lille OSC.

Il est pressenti pour intégrer les rangs de l'équipe nationale en prévision des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023, dont la phase finale aura lieu en Côte d'Ivoire (23 juin - 23 juillet).

Les "Verts" disputeront le mois prochain les deux premières journées des qualifications (Gr.F) : le 4 juin face à l'Ouganda au nouveau stade d'Oran, et le 8 juin devant la Tanzanie au stade de Dar Es-Salaam.

LIGUE 1 (MISE À JOUR - 24^e JOURNÉE) WAT-ESS Les Sétifiens en quête de rachat

L'ES Sétif, en courbe descendante, sera en appel pour affronter mercredi la lanterne rouge le WA Tlemcen, avec la ferme intention de se racheter de ses déboires, en match comptant pour la mise à jour de la 24^e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Battue lors de ses deux derniers matches disputés en déplacement face au leader le CR Belouizdad (1-0) et au RC Arbaâ (3-1), l'Entente (10e, 43 pts) aura à cœur de rectifier le tir pour soigner son classement et se rapprocher des six premières places qualificatives aux compétitions continentales et régionales.

Les Sétifiens partiront largement favoris face à une équipe tlemcenienne, reléguée en Ligue 2 amateur depuis plusieurs journées déjà, et qui aspire à quitter l'élite avec les honneurs.

Un succès permettra à l'ESS de rejoindre l'ASO Chlef à la 7^e place au classement, et d'aborder la fin de la saison avec plus de sérénité, d'autant que les joueurs de l'entraîneur serbe Darko Novic auront à disputer trois autres matches en retard : en déplacement face au CS Constantine (1e juin), et à domicile face au Paradou AC (8 juin) et au NA Hussein-Dey (14 ju in).

Éliminée sans gloire en demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique, l'ESS va tenter de sauver sa saison en visant une place parmi le groupe de tête.

WA Tlemcen - ES Sétif 16h00

Classement :	Pts	J
1). CR Belouizdad	61	29
2). JS Kabylie	57	31
3). JS Saoura	53	30
4). Paradou AC	50	30
5). MC Alger	49	31
6). USM Alger	48	30
7). ASO Chlef	46	31
8). CS Constantine	45	30
→). US Biskra	45	30
10). ES Sétif	43	27
11). HBC-Laïd	40	31
12). RC Arbaâ	39	31
13). MC Oran	38	30
→). NC Magra	38	31
15). O. Médéa	34	31
16). NA H-Dey	22	30
17). RC Relizane	19	31
18). WA Tlemcen	13	30

Note : Les quatre derniers au classement seront relégués en Ligue 2.

CAN-2023 Le Zimbabwe et le Kenya officiellement disqualifiés

La Confédération africaine de football (CAF) a officialisé l'exclusion du Zimbabwe et du Kenya pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2023) prévue en Côte d'Ivoire.

Suite au maintien de la suspension du Kenya et du Zimbabwe de toutes activités par le Congrès de la FIFA, la CAF a annoncé que les deux associations ne participeront pas au deuxième tour des éliminatoires de la CAN-2023 à cause d'ingérences politiques dans le fonctionnement de leur instance nationale.

Malgré leur suspension, la CAF les avait inclus dans le tirage au sort à titre provisoire, à condition que la suspension soit levée deux semaines avant leur première journée de match des éliminatoires dont le coup d'envoi sera donné le 1er juin 2022.

"Le Kenya et le Zimbabwe n'ont pas encore rempli à ce jour les critères exigés par la FIFA comme préalables à la levée de leur suspension", souligne l'instance africaine.

Suite à cette décision, les groupes C et K auxquelles elles appartenaient seront composés uniquement de trois (3) équipes et l'ordre des matchs sera maintenu conformément au calendrier des matchs communiqué aux équipes après le tirage au sort du 19 avril 2022. Les équipes arrivées première et deuxième de ces groupes se qualifieront pour le tournoi final en Côte d'Ivoire.

LIGUE EUROPA CONFÉRENCE Face à Feyenoord mercredi, l'AS Rome vise sa 1^{ère} coupe continentale

L'AS Rome affronte le Feyenoord Rotterdam mercredi (21h00) à Tirana (Albanie) en finale de la nouvelle Ligue Europa Conférence, avec l'ambition de remporter sa première coupe continentale.



Pour atteindre cet objectif, la formation romaine compte sur ses joueurs-cadres, mais également sur l'expérience de son entraîneur José Mourinho, le spécialiste des finales européennes "Il faut que les grandes équipes prennent au sérieux" la dernière née des compétitions européennes, clame l'entraîneur portugais, qui ne bouderait pas un cinquième titre continental après ses deux Ligues des champions (2004 avec le FC Porto, 2010 avec l'Inter Milan) et ses deux Ligues Europa (2003 avec le FC Porto, 2017 avec Manchester United).

"Quand la compétition a débuté, il y a eu quelques critiques.

Les gens ont vu des barrages sans équipes allemande, anglaise ou espagnole...

Mais on a vu des demi-finales avec 70.000 personnes à Rome, des stades pleins à Marseille ou Leicester, cette compétition devient importante parce que des équipes comme nous la prennent au sérieux", assure-t-il.

Dans cette C4, la Roma a cer tes connu un sacré trou d'air en Norvège, étrillée 6-1 en phase de groupes par Bodo/Glimt,

mais en a clairement fait un objectif de printemps.

Tifosi, joueurs comme entraîneur ont bien compris l'intérêt commun de couronner d'un titre la première saison romaine de Mourinho, loin du Top 4 en Serie A et finalement 6e (qualifié pour la prochaine Ligue Europa).

La Roma peut y gagner un premier trophée européen après deux finales perdues (1984 en C1, 1991 en C3), si on excepte le succès en 1961 dans la Coupe des villes de foires, ancêtre officieux de la Ligue Europa.

Si la Roma n'a pas ménagé sa peine pour s'offrir cette finale, avec 14 matches depuis l'été, l'équipe de Feyenoord, elle, va disputer mercredi son 19e match européen, depuis les tours préliminaires en juillet. Les Néerlandais ont résisté à l'Olympique de Marseille en demi-finale retour (0-0, après la victoire 3-2 à l'aller) pour tenter de viser un quatrième titre européen, après celui en C1 (1970) et les deux C3 (1974 et 2002).

Pour cela, ils comptent sur leur meilleur buteur de la compétition, Cyriel Dessers (10 buts).

WOLFSBURG Niko Kovac entraîneur jusqu'à 2025

Niko Kovac a été nommé entraîneur de Wolfsburg jusqu'en 2025, a annoncé le club de première division allemande dans un communiqué mardi. "Je suis un enfant de la Bundesliga. Je suis très enthousiaste et motivé de commencer un autre chapitre fructueux avec les Wolves", a déclaré l'ancien entraîneur de Monaco, remercié en décembre, cité dans le communiqué. "L'équipe a un énorme potentiel et les conditions sont réunies pour un travail optimal et réussi", a ajouté Kovac, 50 ans, qui prend la suite de Florian Kohfeldt, limogé il y a neuf jours après une décevante 12e place en championnat pour Wolfsburg. Il s'agit du troisième passage sur un banc allemand du technicien croate, qui a déjà entraîné l'Eintracht Francfort et le Bayern Munich. L'entraîneur a déjà réalisé le dou-



blé coupe/championnat avec le Bayern en 2019, après avoir remporté la coupe d'Allemagne avec Francfort en battant en finale les Munichois.

Kovac a aussi entraîné la sélection croate au Brésil

lors de la Coupe du monde 2014. En tant que joueur, l'ex-international croate a joué 240 matches en Bundesliga avec les clubs du Hertha Berlin, du Bayern, de Leverkusen et de Hambourg.

PUBLICITÉ



EPE - Algérie Télécom - SPA
Direction Opérationnelle de Télécommunication de M'sila
NIF : 00021600180833716001
Sous-direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : 05/AT/DOT-M'SILA/2022

La Direction Opérationnelle de Télécommunication de M'sila Lance un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

L'Aménagement de tout Type Bâtiment au profit la Direction Opérationnelle de M'sila.

LOT 01 : Aménagement Air de Stockage SIDI AISSA (CT08).

LOT 02 : Aménagement RFH AIN EL HADJEL.

LOT 03 : Aménagement RSS BOUTI SAYEH.

LOT 04 : Aménagement RSS ROUMANA ET RSS TAMESSA.

1. ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

Le présent appel d'offres s'adresse uniquement aux personnes physiques et/ou morales qualifiées dans le domaine des travaux bâtiment et tous corps d'état, titulaires du certificat de qualification et classification professionnelles de catégorie 02 et plus.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges accompagnées du cahier de l'entreprise à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle de Télécommunication de M'sila
Sous-direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique
Service Achats
Cite administrative, rue chennouf belkacim, M'sila

Contre le paiement, auprès de la banque Nationale d'Algérie Agence de M'sila, d'un montant de trois Mille dinars algériens (3000.00 DA) non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire : compte en dinars N°00.100.901.0300.000.162/04.

2. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE

2.1 DOSSIER ADMINISTRATIF dans une enveloppe à part contenant :

- Une déclaration de probité, renseignée, signée, datée et comportant le cachet de l'entreprise, établie selon le modèle joint en annexe CCAG 02 ;
- Copie du numéro d'identification fiscale « NIF » ;
- Copie des statuts de l'entreprise, le cas échéant ;
- Délégation de pouvoir de signature, le cas échéant, établie selon le modèle joint en annexe CCAG 10 ;
- Copie de l'extrait du registre du commerce électronique ;
- Casier judiciaire en cours de validité (ne concerne que le soumissionnaire retenu)
- Copie des attestations de mise à jour CNAS CASNOS CACOBATH en cours de validité ;
- Copie de l'extrait de rôle en cours de validité, apuré ou avec échéancier de paiement ;
- Copie de la dernière attestation de dépôt des comptes sociaux du CNRC ;
- Copier Bilans des trois dernières années ;
- La Convention de Groupement momentanée, dûment signée et datée par les fondateurs de pouvoirs des entreprises respectives, le cas échéant ;

2.2 OFFRE TECHNIQUE dans une enveloppe à part contenant :

- Une déclaration à souscrire renseignée, signée, datée et comportant le cachet de l'entreprise, établie selon le modèle joint en annexe CCAG 01 ;
- Copie de l'attestation de qualification et classification ;
- Les références professionnelles détaillées de l'entreprise, portant principalement sur son expérience dans l'exécution des travaux similaires, justifiées par des attestations de bonne exécution ou PV de réception définitif (projets réalisés durant les cinq dernières années sans réserves) ;
- La lettre d'engagement sur les moyens humains à affecter pour le projet, établie et signée, en respectant le modèle en annexe CCAG 06 ;
- La lettre d'engagement sur les moyens matériels à affecter pour le projet, établie et signée, en respectant le modèle en annexe CCAG 07 ;
- Lettre d'engagement sur les délais d'exécution annexe CCAG 08 ;
- Lettre d'engagement sur la durée de garantie annexe CCAG 09 ;
- Le présent cahier de charges cacheté, paraphé et signature par le soumissionnaire précédé de la mention « lu et accepté » manuscrite.
- Planning détaillé des travaux ;

2.3 OFFRE FINANCIÈRE dans une enveloppe à part contenant :

- La lettre de soumission renseignée, datée, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire, respectant le modèle joint en annexe CCAG 03.
- Le bordereau des prix unitaires daté, signé et cacheté, en hors taxes, en lettres et en chiffres, joint en annexe CCAG 04.
- Le détail quantitatif et estimatif en hors taxes et en toutes taxes comprises daté, signé et cacheté, joint en annexe CCAG 05.

3. PRÉSENTATION DES OFFRES

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, chaque pli correspondant, la mention, « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

ALGERIE TELECOM - SPA -
Direction Opérationnelle de Télécommunication de M'sila
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 05/AT/DOT-M'SILA/2022
« Aménagement de Tout Type Bâtiment au profit la Direction Opérationnelle de M'sila »
Projet : Aménagement Air de Stockage SIDI AISSA (CT08) - RFH AIN EL HADJEL - RSS BOUTI
SAYEH - RSS ROUMANA / RSS TAMESSA
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION
DES OFFRES

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

ALGERIE TELECOM - SPA -
DIRECTION OPERATIONNELLE DE TELECOMMUNICATION M'SILA
ADRESSE : CITE ADMINISTRATIVE, RUE CHENNOUF BELKACIM, M'SILA

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours de 08h00 à 14h00 à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

MILAN AC

Leão, c'est 150 millions d'euros !

Auteur d'une belle saison avec le Milan AC, Rafael Leão (22 ans, 42 matchs et 14 buts toutes compétitions cette saison) est l'un des grands artisans du titre de champion d'Italie décroché dimanche par le club lombard, le premier depuis 2011. Les excellentes performances de l'attaquant portugais n'ont pas échappé aux autres grands clubs européens et un intérêt du Paris Saint-Germain est régulièrement évoqué.

Toutefois, les Rossoneri n'ont pas l'intention de vendre l'ancien Lillois. Selon le Corriere dello Sport, qui en fait sa Une ce mardi, il faudra donc déboursier 150 millions d'euros, soit le montant de sa clause libératoire, pour recruter le natif d'Almada. Reste à voir si un club est prêt à une telle folie.



MANCHESTER UTD

La Salernitana veut Cavani

Franck Ribéry et Edinson Cavani (35 ans, 20 apparitions et 2 buts toutes compétitions cette saison) évolueront-ils sous le même maillot la saison prochaine ? C'est le rêve de La Salernitana. Pour le Corriere dello Sport, le président du club italien, Danilo Iervolino, a exprimé son envie de recruter l'attaquant uruguayen, dont le contrat prend fin à Manchester United.

"J'adorerais signer Edinson Cavani comme agent libre. Cela serait un cadeau incroyable pour la ville car Salernitana reste en Serie A", a déclaré le dirigeant italien. Reste à savoir si le "Mataador" est intéressé par une arrivée chez le 17e de la dernière saison de Serie A, qui espère aussi garder une saison de plus Ribéry, lequel est sous contrat jusqu'en juin 2023.



REAL MADRID
Salah agace

Depuis la qualification de Liverpool pour la finale de la Ligue des Champions, Mohamed Salah (29 ans, 12 matchs et 8 buts en LdC cette saison) se réjouit à l'idée d'affronter le Real Madrid. L'attaquant des Reds a une revanche à prendre à cause de la finale de l'édition 2017-2018, durant laquelle il avait dû sortir sur blessure à cause d'un geste non maîtrisé de Sergio Ramos. Mais ses déclarations répétées ne plaisent pas à Federico Valverde (23 ans, 10 matchs en LdC cette saison).

"Bien sûr, ce sont des propos que chacun peut interpréter comme il le souhaite, a confié le milieu merengue au Club del Deportista. Mais je suis adversaire et c'est comme mépriser l'écusson du Real Madrid, ses joueurs... Tout ce que l'on doit faire, c'est donner le meilleur de nous-mêmes, essayer de montrer pourquoi nous sommes en finale. J'espère que nous pourrions apporter un nouveau trophée aux supporters et au Real Madrid." Une fois de plus, l'Egyptien risque de subir un traitement particulier samedi (21h).

PSG
Mbappé comme un nouveau joueur

Après avoir décidé de prolonger au Paris Saint-Germain, Kylian Mbappé (23 ans, 35 matchs et 28 buts en L1 cette saison) a poursuivi sa tournée médiatique en accordant une interview à la chaîne officielle du club de la capitale ce mardi. Le Tricolore s'est dit impressionné par le bain de foule réservé par les supporters venus le saluer lundi après sa conférence de presse.

"C'était magique, on avait l'impression que j'étais un nouveau joueur, a savouré le gamin de Bondy. C'est incroyable d'avoir ce sentiment d'arriver dans un nouveau truc alors que ça fait cinq ans que je suis là. C'est pour ça que je veux remercier tout le monde et j'espère qu'on va vraiment faire de belles choses dans les trois années à venir."

Mbappé tout sourire, une image qui remplira de joie les supporters parisiens.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 **EMAIL** : contact@dknews-dz.com - **SITE** : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL** : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION** : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL.** : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX** : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

Le Président Tebboune met fin aux fonctions de Rostom Fadhli et nomme Salah Eddine Taleb à sa place

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, lundi, aux fonctions du Gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), M. Rostom Fadhli, et nommé M. Salah Eddine Taleb en remplacement de ce dernier, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"En vertu des dispositions des articles 91 alinéa 7 et 92 alinéa 7 de la Constitution, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, lundi, aux fonctions du Gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Rostom Fadhli, et nommé M. Salah Eddine Taleb, nouveau Gouverneur de la Banque d'Algérie, en remplacement de M. Fadhli", lit-on dans le communiqué.



APRÈS LEUR ACCESSION EN LIGUE 1 Le Président Tebboune félicite l'USM Khenchela et le MC El Bayadh

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a félicité lundi l'USM Khenchela et le MC El Bayadh pour leur accession en Ligue 1 professionnelle de football, selon des tweets postés sur son compte officiel. "Toutes mes félicitations à l'USM Khenchela et ses supporters pour l'accès en Ligue 1 professionnelle de football. Bon courage à l'équipe lors du prochain championnat et plein succès dans son parcours footballistique", a écrit le Président Tebboune dans son tweet. Dans un autre tweet, le Président de la République a félicité le MC El Bayadh pour son accession parmi l'élite. "Toutes mes félicitations au MC El Bayadh et à ses supporters pour l'accès en Ligue 1 professionnelle de football", a écrit le Président Tebboune, souhaitant "toute la réussite à l'équipe et davantage de réalisations lors du prochain championnat".

MIGRATION INTERNATIONALE Larbaoui expose devant l'AG de l'ONU l'approche algérienne

Le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Nadir Larbaoui, a exposé devant l'Assemblée générale (AG) de l'ONU, l'approche "globale et intégrée adoptée par l'Algérie sur la question de la migration". Dans son intervention au Forum d'examen des migrations internationales qui s'est tenu sous les auspices de l'AG des Nations unies, l'ambassadeur Larbaoui a souligné "la priorité que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde au dossier migratoire et ses hautes orientations pour la gestion optimale de ce phénomène, ainsi que la valorisation du rôle de la communauté nationale à l'étranger en tant qu'acteur important dans la réalisation du développement durable".

A cette occasion, il a mis en exergue "le rôle de l'Algérie, dont la situation géographique et le niveau de développement interne la classent dans la catégorie de pays d'origine, de transit et de destination des immigrés illégaux, afin de faire face à ce phénomène".

Il a indiqué que "l'immigration illégale est liée aux conditions de sécurité existantes, en particulier dans les pays confrontés à des crises sécuritaires et qui constituent une source de préoccupation, notamment en ce qui concerne les aspects sécuritaires et sanitaires et celui du travail illégal".

Le diplomate a souligné, dans ce cadre, que l'Algérie "gère cette question avec sagesse et responsabilité, en étroite collaboration avec les pays d'origine et dans le respect de la dignité des personnes concernées qui sont souvent victimes des crises et troubles sécuritaires dans leurs pays d'origine". L'ambassadeur Larbaoui a affirmé que l'Algérie "s'inscrit aux objectifs du Pacte mondial pour la migra-

tion, qui vise à s'attaquer aux causes structurelles de la migration, telles que les faibles taux de développement, les effets négatifs des changements climatiques et la dégradation de l'environnement, comme elle souscrit également aux objectifs de renforcement des mécanismes de lutte contre le trafic des migrants et d'éradication de la traite des personnes". Il a cependant souligné "la souveraineté des Etats et leur droit d'adopter la législation qu'ils jugent appropriée, et la nécessité d'une mise en œuvre progressive et volontaire du Pacte mondial pour la migration".

"400 réseaux de passeurs démantelés en 2020-2021"

Afin de faire face à ce phénomène, le représentant permanent a passé en revue les efforts déployés par l'Algérie pour assurer l'accueil des migrants dans de bonnes conditions et les prendre en charge, en plus de gérer la situation des immigrés illégaux.

Et d'ajouter : "En plus des moyens matériels et humains consacrés à la prise en charge optimale des immigrés et à la garantie de leur accès gratuit aux services de santé, quel que soit leur statut juridique et financier, notre pays les considère comme faisant partie du plan national de prévention, ce qui leur offre la possibilité de bénéficier du vaccin contre la Covid-19 ainsi que des soins de santé", précisant que "plus de 120.000 immigrés ont récemment bénéficié des soins de santé".

Par ailleurs, M. Larbaoui a évoqué "le renforcement par l'Algérie de sa coopération avec les pays d'origine, notamment les pays voisins, en initiant des projets structurants de développement économique qui contribuent à stabiliser les populations, en plus

d'assurer les services de base dans ces régions, ainsi que de renforcer la formation et la coopération afin d'accroître l'efficacité et l'autonomie de l'administration locale pour répondre aux exigences du développement".

D'autre part, le représentant permanent algérien à l'ONU a souligné que l'Algérie "ne ménageait aucun effort pour sécuriser ses frontières maritimes et terrestres afin de lutter contre le trafic des migrants et les réseaux de traite des personnes à travers des mécanismes de coopération, tels que le +Programme Frontière de l'Union africaine+ et les +Comités bilatéraux frontaliers+ avec les pays voisins, pour assurer une coordination accrue face aux passeurs, tout en renforçant la législation nationale afin de la mettre au diapason des accords internationaux en la matière". Il a indiqué, à ce sujet, qu'"environ 400 réseaux de passeurs ont été démantelés durant la période 2020-2021". "Tant que le monde restera fortement inégal en termes de développement et de conditions de vie, la question de la migration restera un phénomène endémique, puisque la nature de l'être humain le pousse à améliorer ses conditions de vie", a conclu l'ambassadeur Larbaoui, en estimant que "la meilleure manière pour contenir ce phénomène et d'en faire un choix et non une nécessité, et d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 du développement durable, afin d'accomplir le développement pour tous, ce qui nécessite davantage d'efforts et une coordination intensifiée, tout en veillant à ce que les pays remplissent leurs obligations, notamment en matière de financement, de renforcement des capacités nationales et de transfert de technologie".

CULTURE

Le Premier ministre présente ses condoléances aux familles des artistes Chafia Boudrâa et Ahmed Benaïssa

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a adressé lundi un message de condoléances aux familles des défunts artistes Chafia Boudrâa et Ahmed Benaïssa, qualifiant ces deux figures du cinéma et du théâtre algériens de "piliers de l'art national". "En quelques jours, les piliers de l'art algérien ont tremblé à deux reprises: D'abord avec la disparition du grand artiste et homme de théâtre Ahmed Benaïssa, rappelé auprès de son Créateur, après un riche parcours au service du 4^e art, œuvrant à asseoir les bases d'un travail artistique mûr et à transmettre son savoir à la nouvelle génération", a écrit M. Benabderrahmane dans son message. "Voilà que la mort nous bouleverse également en nous ravissant +Lalla Aïni+, la Moudjahida et icône du cinéma

révolutionnaire algérien, Chafia Boudrâa, qui restera gravée dans la mémoire des Algériens pour ses œuvres d'une grande sensibilité, et au message nationaliste et social profond", a ajouté le Premier ministre. Il a indiqué que le rôle de "Lalla Aïni" qu'a joué la défunte dans le feuilleton "L'incendie", adapté de la trilogie de Mohamed Dib par le réalisateur Mustapha Badie, n'est autre qu'un aperçu de son "engagement indéfectible à montrer la souffrance du peuple algérien durant la colonisation abjecte aux nouvelles générations", a souligné M. Benabderrahmane.

Le Premier ministre a conclu son message en présentant ses sincères condoléances aux proches des défunts, et à la famille de l'art algérien, priant Allah de les accueillir en Son vaste paradis.

ALGÉRIE-QATAR Le ministre de l'Intérieur en visite de travail à Doha

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud effectuée à partir de lundi une visite de travail de trois jours au Qatar à l'invitation du Premier ministre, ministre de l'Intérieur qatari, Cheikh Khalid bin Khalifa bin Abdulaziz Al-Thani, indique un communiqué du ministère. Cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du "renforcement des relations de coopération entre l'Algérie et le Qatar", constitue une opportunité pour "évoquer les moyens de raffermissement de la coopération et l'échange d'expérience dans les domaines liés à la sécurité, la protection civile, la gestion des risques et la modernisation", précise le communiqué. M. Beldjoud devra prendre part, au Qatar, aux travaux de la 14^{ème} édition du Salon "Milipol Qatar", organisé du 24 au 26 mai au Centre des expositions et des conférences de Doha. Le Salon qui porte sur les dernières innovations en matière de sécurité et de protection civile, verra la participation de 40 pays.

JUSTICE

Affaire GB Pharma : Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal condamnés à 3 ans de prison ferme

La Cour de justice d'Alger a condamné mardi les deux anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, poursuivis pour des faits de corruption dans l'affaire GB Pharma, à une peine de trois (3) ans de prison ferme. Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal ont été condamnés pour abus de fonction et acquittés des autres chefs d'accusation. Le Procureur général près la Cour d'Alger avait requis les mêmes peines requises par le Procureur de la République près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed, à l'encontre des deux anciens Premiers ministres, à savoir une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende de un (1) million de dinars à l'encontre des accusés. Il a été décidé de reprendre le procès des deux anciens Premiers ministres dans cette affaire au niveau de la 10^e chambre pénale de la Cour d'Alger après un pourvoi en cassation.

10 ans de prison ferme requis contre l'ancien ministre de la Justice Tayeb Louh

Le procureur général près le tribunal criminel d'appel (Cour d'Alger) a requis, lundi, une peine de 10 ans de prison ferme contre l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh, poursuivi notamment pour "entrave au bon déroulement de la Justice" pendant son mandat de ministre. Le procureur général a également requis une peine de 7 ans de prison ferme contre l'ancien inspecteur général du ministère de la Justice, Tayeb Belhachem et l'ancien Secrétaire général (SG) du même ministère, Laâdjine Zouaoui. Quant à l'accusée, Meriem Benkhalifa, ancienne candidate aux législatives de mai 2017 dans la circonscription de la wilaya de Ghardaïa, une peine de 10 ans de prison ferme a été requise à son encontre par le parquet général pour "faux en écriture officielle". Une peine de 5 ans de prison ferme a été requise contre l'ancien homme d'affaires, Ali Haddad et Saïd Bouteflika, frère et conseiller de l'ancien président, Abdelaziz Bouteflika. En octobre dernier, le tribunal criminel de première instance de Dar El Beïda (Alger) avait condamné Tayeb Louh à une peine de 6 ans de prison ferme, alors que l'ancien inspecteur général, Tayeb Belhachem, Saïd Bouteflika et Ali Haddad avaient été condamnés à deux ans de prison ferme pour plusieurs chefs d'accusation, notamment pour "entrave au bon fonctionnement de la justice, abus de fonction et faux en écriture officielle".